



# Brésil 2010

Mission d'analyse électorale « Opalc - Brésil 2010 »

1

Document informatif sur le Brésil à  
l'usage des observateurs.

Janvier 2010



## SOMMAIRE

---

### LE BRÉSIL. DONNÉES GÉNÉRALES

---

p.4

- ✚ Profil du pays
- ✚ Données économiques
- ✚ Brève présentation historique
- ✚ L'histoire du Brésil en quelques dates...

2

---

### SYSTÈME POLITIQUE ET ÉLECTORAL

---

p.16

- ✚ Système politique
- ✚ Fonctionnement électoral
- ✚ Le Tribunal Supérieur Électoral (TSE)
- ✚ Données électorales depuis 1989

---

### CONJONCTURE

---

p.23

- ✚ Une conjoncture favorable au gouvernement sortant
- ✚ Alliances et stratégies politiques. De la négociation.
- ✚ Retour sur quelques affaires politico-financières
- ✚ Contexte international

---

### ACTEURS DES ÉLECTIONS DE 2010

---

p.36

- ✚ Présentation des principaux partis politiques (PT, PSDB, PMDB, PSOL, PV, DEM)
- ✚ Présentation des candidats pressentis

---

### GLOSSAIRE ELECTORAL

---

p.59



# Brésil 2010

CARTE ADMINISTRATIVE DU BRÉSIL (ÉTATS DE LA FÉDÉRATION)



Source de la carte : [http://etablissements.ac-amiens.fr/0601178e/quadrphonie/IMG/png/Divisao\\_Politica\\_do\\_Brasil.png](http://etablissements.ac-amiens.fr/0601178e/quadrphonie/IMG/png/Divisao_Politica_do_Brasil.png)



---

## Le Brésil. Données générales.

---

### Profil du pays

4

#### GEOGRAPHIE

---

- Superficie : 8,5 millions de km<sup>2</sup>.
- Capitale : Brasilia.
- Frontières : Uruguay, Argentine, Paraguay, Bolivie, Pérou, Colombie, Venezuela, Guyana, Surinam, Guyane française, soit dix pays sur les douze de l'Amérique du Sud (les deux autres sont le Chili et l'Équateur).
- Façade maritime : 7367 km de côtes sur l'Océan atlantique.
- Relief : on distingue deux régions principales : au nord la plaine de l'Amazonie dont le bassin hydrographique s'étend sur 47% du territoire et le Plateau central brésilien, bordé à l'est et au sud-est de la plaine côtière atlantique (de 50 à 80 km de large), au dessus de laquelle s'élève une chaîne montagneuse. À l'intérieur, le plateau se compose surtout de régions plates, entrecoupées de nombreuses vallées et chaînes montagneuses.

#### POPULATION<sup>1</sup>

---

- 195 millions d'habitants (estimation 2008).
- Densité : 22,8 hab/km<sup>2</sup>.
- Première ville et population (estim. IBGE/Censo 2000) : São Paulo (10 434 252 hab.).
- Deuxième ville et population (estim. IBGE/Censo 2000) : Rio de Janeiro (5 857 904 hab.).
- Taux de croissance démographique : 1,26% (variation annuelle période 2005-2010).
- Population urbaine (en % de la population totale) (2005) : 83,4.
- Espérance de vie : 71,1 ans (2005).
- Analphabétisme : 7,6% (en % de la population adulte, 2007).
- IDH et rang: 0,800 (70<sup>e</sup> en 2005).

---

<sup>1</sup> Source : Charles-André Goulet « Brésil », in Georges Couffignal, Amérique Latine, la nouvelle donne politique et économique, Paris, la documentation française, 2009, pp.150-151



# Brésil 2010

- ISDH et rang : 0,798 (59<sup>e</sup> en 2005).
- Indice de Gini : 0,590 (2007).
- Répartition des revenus des ménages : les 10% les plus riches détiennent 46,9% de richesse totale, les 40% les plus pauvres contribuent pour 8,5%.
- Foyers vivant en dessous du seuil de pauvreté (en % de la population totale) (2007) : 23,4% ; 6,7% d'indigents.
- Population ayant accès à l'eau (en % de la population totale) (2006) : 91.
- Composition ethnique : 53,7% blancs, 38,5% métisses, 6,2% noirs, 0,9% autres, 0,7% non précisés (sur base déclarative lors du recensement 2000).
- Part de la population indigène (en%) (2003) : 0,4.
- Structure de la population par groupes d'âge (en % de la population totale) (2000) :
  - 0 à 14 : 29,6
  - 15 à 34 : 36,1
  - 35 à 49 : 19,0
  - 50 à 64 : 9,9
  - 65 et plus : 5,4

5

Evolution de la population brésilienne et prospections (1950-2050).

1950	53 975
1955	62 887
1960	72 744
1965	84 331
1970	95 991
1975	108 127
1980	121 618
1985	136 149
1990	149 570
1995	161 692
2000	174 174

2005	186 075
2010	195 423
2015	202 866
2020	209 051
2025	213 802
2030	217 146
2035	219 302
2040	220 141
2045	219 956
2050	218 512

Source : Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2008 Revision, <http://esa.un.org/unpp>, Monday, December 21, 2009

## LANGUE

---

La langue officielle est le portugais. Il existe par ailleurs environ 170 langues autochtones.



## Données économiques<sup>2</sup>

	2005	2006	2007	2008
PIB Total	882 474	1 067 962	1 314 170	1 572 839
Croissance	3,2	4,0	5,7	5,9
Inflation	5,7	3,0	4,5	6,4
PIB/habitant	1,8	2,6	4,3	4,5
Chômage	9,8	10,0	9,3	7,9

(PIB total en millions de dollars courants.

Croissance, inflation et PIB/habitant : variation annuelle en %.

Chômage : % de la population active de six métropoles)

6

Revenu annuel brut par habitant (2007) : 5 910 \$.

IDT (2001) : 0,311 (43<sup>e</sup> rang sur 72).

Structure de la population active par secteur d'activité (en % de la population active) (2006) :

- Agriculture : 19,6.
- Industrie : 21,6.
- Services : 58,8.

Total des richesses nationales par habitant (indice de la banque mondiale) (2000) : 86 922 \$.

Evolution des richesses nationales par habitant (indice de la banque mondiale) (2000) : 64 \$.

Confiance et ouverture économiques (en millions de \$)

	2005	2006	2007	2008
Balance des paiements	27 590	30 569	87 484	20 000
Compte courant	13 895	13 643	1 712	-27 752
Compte de capital	13 606	16 927	85 772	47 752
Exportations	118 308	137 807	160 649	199 205
Importations	73 606	91 351	120 622	173 696
Dette extérieure brute totale (et % du PIB)	169 451 (19,2)	172 589 (16,6)	191 219 (14,5)	205 536 (N.D)
IDE (et % du PIB)	12 550 (1,4)	-9 380 (0,9)	27 518 (2,1)	20 000 (N.D)

<sup>2</sup> Sources : Georges Couffignal (2009), op.cit., site de la banque mondiale, site du FMI, site de l'ambassade de France au Brésil.



# Brésil 2010

Principales exportations (et % du total des exportations) (2006) :

- Pétrole et produits dérivés (9,4).
- Fer (6,5).
- Soja (4,1).
- Véhicules automobiles (3,3).
- Sucre, betterave et canne (2,9).

Travail informel : 30% des travailleurs (45% régulièrement enregistrés).

Répartition régionale de la richesse (PIB 2001).

- Sud-est : 57,1% (43,5% de la population, 3961 \$/hab.).
- Sud : 17,8% (15,1% de la population, 3570 \$/hab.).
- Centre-Ouest : 7,2% (7,0% de la population, 3087\$/hab.).
- Nord : 4,8% (5,6% de la population, 1833\$/hab.).
- Nord-est : 13,3% (28,6% de la population, 1384 \$/hab.).

Indice Transparency International (2008) : 3,5 (80<sup>e</sup> rang).

Facilité des affaires (indice de la banque mondiale rang sur 181) (2009) : 125.



## Brève présentation historique.

La colonisation portugaise au Brésil commence à l'aube du 16<sup>e</sup> siècle. Le traité de Tordesillas attribue les terres les plus à l'Est du continent latino-américain à la couronne portugaise dès 1494, sa limite étant repoussée plus tard vu les revendications de celle-ci et l'étendue des terres découvertes. Dès les débuts de la colonisation, le Portugal met en place l'exploitation du bois et de la canne à sucre au Brésil, réduisant pour cela en esclavage des tribus autochtones (indiens semi-nomades dont les Tupinambas) et des populations noires apportées d'Afrique par bateau à partir de 1530. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le Brésil est le plus important producteur et exportateur de sucre au monde, les grands propriétaires terriens gèrent le commerce triangulaire qui s'est mis en place avec l'Afrique et contrôlent la vie politique et économique, ne rendant que peu de comptes à la couronne portugaise.

En 1807, avec la menace d'invasion française du Portugal, le Prince João VI transfère la cour royale à Rio de Janeiro. C'est à cette époque que le Brésil obtient la libéralisation du commerce avec l'étranger, la possibilité de création de manufactures, et qu'y est fondée la première université. L'Angleterre, rivale de Napoléon, devient alors son premier partenaire commercial et son protecteur militaire et naval. En 1822, notamment par l'action de Pedro 1<sup>er</sup>, fils de João VI né au Brésil et devenu régent de cette partie du royaume après le retour du roi au Portugal, le Brésil devient indépendant. La guerre contre le Paraguay, de 1865 à 1870, et les sacrifices qu'elle engendre pour la population brésilienne, participent fortement à l'émergence des velléités républicaines au Brésil. La République est proclamée en 1889, agrémentée d'une Constitution inspirée par la Constitution américaine et l'idéologie de la Révolution Française, faisant du Brésil une République Fédérale.

De 1890 à 1930, la première République (appelée « República Velha ») est une République oligarque, principalement centrée autour des Etats de São Paulo et de Minas Gerais. Ces Etats étant les principaux producteurs de café et de lait du pays, la vieille république a également été qualifiée de « République café au lait. Durant cette période, le changement a été impulsé par la classe moyenne brésilienne grandissante. De nombreux immigrants européens s'installent sur les côtes brésiennes, faisant grandir les villes telles que Porto Alegre, Rio de Janeiro et São Paulo. C'est ensuite l'accroissement du commerce pendant la Première Guerre Mondiale (alors que le Brésil se range aux côtés des alliés) qui permet le lent développement d'une classe moyenne qui reste cependant soumise à l'oligarchie cafetière, tout en s'y opposant sur les questions sociales et politiques. Cependant dès 1922, avec la chute des prix des matières premières, le Brésil entre en crise économique ; la crise de 1929 ruine le pays et sème le discrédit sur l'oligarchie propriétaire et son gouvernement. En 1930, un coup d'Etat militaire porte au pouvoir Getúlio Vargas. Devenu président puis dictateur, celui-ci représentera l'avènement de la classe moyenne, son insertion sociale et politique.





# Brésil 2010

De 1930 à 1945, Vargas alterne élection démocratique et régime dictatorial. Il monopolise la tête de l'exécutif. Il met en place un Etat fort, plus centralisé, élargit le droit de vote (il autorise en 1932 le vote des femmes) et instaure le vote à bulletin secret. En raison des politiques inclusives mises en œuvre, de son style charismatique et de ses positions d'affirmation nationale, Vargas a été qualifié de dirigeant populiste (du moins pour la période 1930-1937, avant qu'il n'instaure la dictature de l'Estado Novo). La République revient en 1945, avec la première période du multipartisme brésilien (1945-1964). Après un retour de Getúlio Vargas au pouvoir par les urnes (de 1950 jusqu'à son suicide en 1954), les présidences de Kubitschek puis de Jânio Quadros prolongent la politique développementaliste mise en œuvre dans les années 1930. Face à une nouvelle crise politique, l'ancien ministre du Travail de Vargas, João Goulart, assume le pouvoir (1961).

Les réformes sociales entreprises et l'usage politique de la crainte du communisme permet à l'armée (avec le soutien de l'oligarchie traditionnelle) d'organiser un nouveau coup d'Etat en 1964. Mais cette fois-ci, et pour la seule fois dans l'histoire du Brésil, l'armée ne renverse pas un président pour jour un rôle de pouvoir modérateur et placer un civil au pouvoir. Une junte militaire s'empare du pouvoir, pour le conserver jusqu'en 1985 (avec une phase de durcissement de 1964 à 1968, une phase dictatoriale de 1968 à 1974, puis une phase d'ouverture de 1974 à 1985). À partir de 1964, l'état de droit est progressivement violé: tandis que, pour beaucoup, le coup d'Etat n'ouvrait qu'une sur "une remise en ordre" anti-communiste provisoire du pays dans le contexte de la Guerre froide, les militaires vont se maintenir durablement au pouvoir et progressivement installer une véritable dictature. Le régime militaire ne cède finalement qu'en 1985, au terme d'une longue période de transition contrôlée, entre affirmation des vellétés de démocratisation d'une frange grandissante de la population et profonde crise économique.

Nouvelle preuve de l'importance des forces négociatrices dans la vie politique du Brésil, c'est le modéré Tancredo Neves (ancien ministre de la Justice de Vargas) qui est désigné par le Congrès premier Président civil depuis 1964. Mais Tancredo Neves succombe d'une foudroyante maladie le 21 avril 1985 avant même d'assumer le pouvoir. C'est alors José Sarney qui assume le pouvoir et la tâche d'assurer la consolidation démocratique du Brésil, dans un cadre économique et institutionnel très fragile. Une Assemblée constituante est élue en 1986, en charge de rédiger une nouvelle Constitution. Patchwork d'intérêts particuliers, cette Constitution très détaillée et inclusive est votée en 1988. Elle autorise notamment le droit de vote des analphabètes. De 1985 à 1989, Sarney doit affronter de nombreuses difficultés héritées de la période de dictature, dont la dette extérieure, l'inflation galopante et la corruption. Corruption qui poussera, quelques années plus tard, le premier président élu au suffrage universel de la nouvelle République, Fernando Collor.



# Brésil 2010

Elu en 1989 au second tour (face à Luis Inácio Lula da Silva), le jeune président (40 ans) affiche une nouvelle manière de faire la politique, désinvolte, médiatique et tape-à-l'œil, tel un Carlos Menem en Argentine. Embourbé dans des scandales familiaux, il est poussé à la démission lors d'un processus d'impeachment réalisé à son encontre par le Congrès fédéral. Fernando Collor quitte le pouvoir en 1992. C'est son vice-président Itamar Franco qui assurera la transition du pouvoir jusqu'aux élections de 1994, imposant à son gouvernement un style plus austère et des pratiques politiques plus raisonnables.

En 1993, Fernando Henrique Cardoso (PSDB), alors ministre de l'Economie, met en place le Plan Real, qui permet de juguler une inflation alarmante (6.000% en 1993) face à laquelle plusieurs ministres étaient tombés. Les résultats de sa politique économique furent aussi rapides qu'efficaces. Fort de cette stabilisation économique, il se présente à l'élection présidentielle de 1994, qu'il remporte dès le premier tour. Il poursuit les politiques de rigueur budgétaire inspirées par el Consensus de Washington, pour être réélu en 1998 après avoir fait voter un an auparavant une réforme constitutionnelle autorisant la réélection des chefs de l'exécutif.

En 2002, Luis Inácio Lula da Silva succède à Fernando Henrique Cardoso à la présidence. Après trois candidatures infructueuses (1989, 1994 et 1998), le candidat du Parti des Travailleurs a retravaillé son image et adouci le programme politique du PT. Présentant un compromis de centre-gauche (libéralisme social, mêlant continuité de la politique économique de son prédécesseur et plus grande redistribution des richesses), Lula remporte facilement l'élection au second tour face à José Serra (PSDB, ancien ministre de la Santé de F.H. Cardoso). Le gouvernement de coalition de Lula doit affronter d'importants défis sociaux (réduire des niveaux de pauvreté et d'inégalités alarmants) tout en assurant la prospérité économique d'une puissance cherchant à s'affirmer sur la scène internationale. Des défis d'autant plus importants que la population place d'immenses les espoirs dans la présidence de cette « homme du peuple ». Ouvrier métallurgiste de formation, né dans une région très pauvre du Brésil, Lula s'est formé par le syndicalisme. Il incarne pour de nombreux Brésiliens l'avènement du peuple au pouvoir.

Pris entre les engagements économiques et les demandes sociales, Lula doit donc faire preuve d'équilibrisme pour entretenir la patience des Brésiliens. Lula fait le pari de la gouvernabilité et se lance dans de larges jeux d'alliances pour pouvoir réformer le pays en douceur. Ces choix de convergences génèrent la désillusion de la partie la plus à gauche de son électorat. Celle-ci dénonce un manque de courage politique et la transformation du PT, accusé de se désidéologiser et de sombrer dans des pratiques politiques qu'il dénonçait jusqu'alors. En 2005, la mise à jour du mensalão (système de pots-de-vin mensuels versés par le gouvernement à des parlementaires de l'opposition pour s'assurer de leur soutien au Parlement et faire voter des lois) implique directement l'aile du gouvernement du PT. Epargné par cette affaire, Lula se place ainsi au-dessus du PT... Il prend peu à peu ses distances par rapport à son parti d'appartenance.



En dépit du scandale du mensalão, le pari de la gouvernabilité porte ses fruits, puisque Lula est réélu sans difficulté au second tour des élections de 2006. Il devance le candidat de l'opposition Geraldo Alckmin (PSDB), qui restera dans l'histoire électorale pour avoir obtenu moins de suffrages au second tour qu'au premier... Sur fond de bonne santé économique, la réélection de Lula est notamment liée au développement d'un ambitieux plan de redistribution et d'assistance (le programme Bourse Famille, qui bénéficie à plus de 390 millions de familles). Au pouvoir pour quatre années supplémentaires, Lula peut poursuivre et approfondir sa politique de libéralisme social, tout en préparant sa succession.

Mesurant sans doute le coût politique d'une réforme constitutionnelle pour lui autoriser une nouvelle réélection, il a annoncé qu'il ne serait pas candidat pour l'élection de 2010. Il tente depuis lors d'imposer la figure de sa chef du gouvernement (Chefe da Casa Civil) Dilma Rousseff (PT), pour qu'elle incarne aux yeux de l'électorat la continuité de ses deux mandats, à nouveau face au candidat de l'opposition José Serra.

## L'histoire du Brésil en quelques dates...

**Cycles politiques.** *Epoque coloniale (1500/1808) ; vers l'Indépendance (1808/1822) ; Empire, Monarchie constitutionnelle (1822/1889) ; República Velha (1889/1934) ; Ere du populisme développementiste (1937/1964) ; Régime militaire (1964/1985) ; Nouvelle République (1985 à nos jours)*

**Cycles économiques :** *Bois (1500) ; Canne à sucre (1530) ; or (1700) ; café(1850) + diversification : lait, bétail, caoutchouc (fin 19<sup>e</sup>) ; industrialisation (1930/1980).*

1500. Pedro Alvares Cabral débarque à Porto Seguro (sud de Salvador de Bahia).

1501. Amerigo Vespucci rapporte en Europe du bois brasil.

1530. Début des cultures de canne à sucre.

1532. Arrivée des premiers esclaves venus d'Afrique (3,5 millions d'Africains emmenés au Brésil...).

1548. Programme de colonisation du nouveau territoire décidé par João 3. Un gouvernement général du Brésil est créé et confié aux grands seigneurs pour maintenir la cohésion des colonies.

1549. Salvador de Bahia devient capitale (avec Tomé de Sousa). Capitale jusqu'en 1763.

1565. Expédition française expulsée par les Portugais de la baie de Guanabara.



# Brésil 2010

1567. Création de Rio de Janeiro. Période d'agressions anglaises, hollandaises (qui contrôlent Bahia en 1624/1625) et françaises (comme à São Luis de Maranhão où les Français capitulent en 1615).

1630. Révoltes d'esclaves (quilombos). Quilombo dos Palmares (chute en 1710)

1690. Découverte des premiers gisements d'or (Minas Gerais).

1760. Expulsion des Jésuites, économiquement puissants et politiquement influents.

1763. Nouvelle capitale : Rio de Janeiro. Abolition de l'esclavage des Indiens.

1789. Soulèvement populaire : Inconfidência Mineira (Joaquim José da Silva Xavier, Tiradentes).

1808. La famille royale du Portugal s'installe à Rio de Janeiro.

1815. Proclamation du Royaume-Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves.

1816. João 6 devient roi.

1821. Retour du roi João 6 au Portugal. Son fils Dom Pedro (qui a grandi au Brésil) assume le pouvoir de la colonie.

1822 (7 septembre). Dom Pedro déclare l'Indépendance du Brésil, et se proclame empereur du Brésil (12 octobre). Début des migrations européennes (notamment vers le sud du Brésil).

25 mars 1824. Première Constitution brésilienne entre en vigueur (puis 1891, 1934, 1937, 1946, 1967, 1988). Instauration du Pouvoir modérateur du roi constitutionnel (cf. B. Constant).

1825/1827. Guerre entre Argentine et Brésil, pour le contrôle de la Plata (création de l'Uruguay, Etat-tampon, en 1828)

1831. Dom Pedro abdique en faveur de son fils Dom Pedro 2 (âgé de 5 ans, né au Brésil). Instabilité politique. Dom Pedro 2 assumera le pouvoir en 1840. Alternance pacifique entre clans politiques au pouvoir (libéraux et conservateurs).

1847. Premières exploitations de café. Extension culmine en 1860.

1865/1870. Guerre contre le Paraguay.

1871. Affranchissement des enfants nés d'une mère esclave.

1881. Suppression du vote des analphabètes. Le corps électoral passe de 10,8% (1872) à 0,8% de la population (1886)

13 mai 1888. Loi Aurea (Loi d'Or). La Princesse Isabelle (régente) abolit l'esclavage : « l'abolition de l'esclavage sonnera le glas de la dynastie ».

1889. Le régime de Dom Pedro 2 est renversé par l'armée (Manoel Deodoro da Fonseca, soutenu par les fazendeiros). Proclamation de la République « café com leite » (domination économique de São Paulo et Minas Gerais).



# Brésil 2010

1891. Nouvelle Constitution, création des Etats-Unis du Brésil (république laïque et fédérale). Décentralisation du pouvoir. Manoel Deodoro 1<sup>er</sup> président élu. Dissolution de l'Assemblée et instauration d'une dictature.

1906/1914. Crise économique (baisse prix café et caoutchouc).

1922/1930. Nouvelle crise économique de grande ampleur. Marche de Carlos Prestes (25.000 km).

4 octobre 1930. Coup d'Etat de Getúlio Vargas qui renverse la dictature et prend le pouvoir. Déchéance de l'oligarchie cafétière. Recentralisation.

1932. Droit de vote des femmes. Introduction du vote secret. Montée des classes moyennes.

1934. Getúlio Vargas est élu Président de la République. Nouvelle Constitution.

1937. Coup d'Etat. Fermeture du Congrès. Getúlio Vargas impose une dictature corporatiste : l'Estado Novo. Nouvelle Constitution.

1942. Le Brésil déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Italie.

1945 (30 octobre). Getúlio Vargas est déposé par un groupe de généraux. Le général Dutra est élu Président.

1946. Nouvelle Constitution démocratique et fédéraliste.

1950. Getúlio Vargas est réélu président de la République.

1953. Création de la Petrobrás.

1954 (août). Getúlio Vargas impliqué dans une tentative d'assassinat politique. Il doit démissionner sous la menace d'un coup d'Etat militaire, et finit par se suicider.

1955. Juscelino Kubitschek est élu président de la République.

1960. La capitale est transférée dans la ville nouvelle de Brasilia. Jânio Quadros est élu président de la République brésilienne.

1961. Jânio Quadros renonce et le vice-président João Goulart lui succède. Il accepte le régime parlementaire.

1963. Retour au régime présidentiel, par référendum accepté en 1962.

1964. João Goulart est renversé par un coup d'Etat militaire et doit s'enfuir en Uruguay. Le maréchal Castelo Branco assume le pouvoir.

1965. Dissolution des partis politiques et instauration par la junte militaire d'un bipartisme obligatoire : ARENA (part officiel) et MDB (seul parti d'opposition toléré).

1967. Le Maréchal Costa e Silva devient président de la République. Nouvelle Constitution.



# Brésil 2010

1968. Acte institutionnel n° 5 qui donne des droits dictatoriaux au Président. Suppression des droits fondamentaux et des garanties constitutionnelles.

1969. Costa e Silva tombe gravement malade, et une junte assume le pouvoir. Puis le général Garrastazu Médici est désigné Président.

1974. Choc pétrolier. Le général Ernesto Geisel devient Président. Début de la « détente » du régime.

1978. Crise économique. Premières grandes grèves ouvrières. Importantes manifestations contre le régime, malgré la répression. Lula à la tête du syndicat des métallurgistes de l'ABC paulista.

1979. Le général João Figueiredo prend le pouvoir. Confirmation de la phase d'assouplissement contrôlé par le régime. Loi d'amnistie et retour des exilés politiques.

1980. Retour au multipartisme. Création de nouveaux partis dont le Parti des Travailleurs (PT).

1983. Création de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), liée au PT.

1984. Création du Mouvement des sans-Terres (MST).

1985. Tancredo Neves est élu président de la République, mais meurt avant sa prise de fonction. Le vice-président José Sarney assume la présidence.

1986. Election d'une Assemblée constituante.

1988 (5 octobre). Nouvelle Constitution est promulguée. Elle instaure la « République Fédérative du Brésil » et établit un régime présidentiel et le suffrage universel avec vote obligatoire.

1989. Fernando Collor de Mello devient président de la République brésilienne au suffrage universel. Il bat Lula au second tour.

1991. Traité d'Asunción. Création du Mercosur.

1992. Procédure de destitution de Fernando Collor de Mello, accusé de corruption financière. Itamar Franco assume la présidence de la République.

1993. Fernando Henrique Cardoso est nommé Ministre des Finances. Mise en place du Plan Real contre l'inflation. Chute de l'inflation et stabilisation économique.

1994. Fernando Henrique Cardoso est élu président de la République au premier tour.

1997. Amendement constitutionnel permettant la réélection des chefs de l'exécutif.

1998. Fernando Henrique Cardoso est réélu au premier tour pour un deuxième mandat.

2002. Luís Inácio Lula da Silva est élu président de la République au second tour avec 61 % des suffrages.

2005. Scandale du mensalão. Accusations de corruption contre le PT. Lula est épargné.



# Brésil 2010

2006. Lula est réélu au second tour pour un deuxième mandat. Poursuite des programmes sociaux (dont la Bolsa Família) et consolidation des indicateurs macroéconomiques.

2008. Crise financière internationale. Très dépendant des investissements extérieurs, le Brésil s'attend à être touché par la crise. Politique économique contracyclique.

2009. Le Brésil est touché par la crise économique, mais les effets sont limités. Les indicateurs économiques s'améliorent en décembre 2010. Lula annonce une année 2010 de croissance soutenue.



## Le Brésil. Système politique et électoral.

### Système politique.

Le Brésil est un Etat Fédéral réunissant 26 Etats fédérés et le District fédéral de la capitale Brasilia. Le pacte fédératif établi par la Constitution de 1988 répartit les compétences entre l'Etat Fédéral (attributions régaliennes (défense, diplomatie, monnaie), développement économique), et les Etats Fédérés (compétence exclusive dans les domaines d'intérêt local), et précise les champs de compétence commune (éducation, santé, justice, culture, lutte contre la pauvreté). Les trois niveaux de gouvernement (Fédéral, Fédéré et Municipal) s'organisent selon un modèle présidentiel.

#### POUVOIR EXECUTIF FEDERAL

Le Président de la République, régime présidentiel oblige, est chef de gouvernement et chef d'Etat. Au niveau fédéral, il est le seul détenteur du pouvoir exécutif. Il élu avec son vice-président pour 4 ans au suffrage universel direct à deux tours, à la majorité absolue des suffrages exprimés, pour deux mandats consécutifs au maximum. Il gouverne entouré de Ministres d'Etat et de nombreuses agences administratives. Les gouverneurs (Etats fédérés) et les maires (Municipalités) sont eux aussi élus pour un mandat de 4 ans, rééligible une fois, au suffrage universel et à la majorité absolue.

#### POUVOIR LEGISLATIF FEDERAL

Le Congrès national, au niveau Fédéral, est constitué de deux chambres. La chambre des députés, composée de 513 députés, élus au scrutin majoritaire à deux tours tous les 4 ans dans chaque Etat proportionnellement au poids démographique de chaque Etat. Le Sénat fédéral, composé de 81 membres élus pour 8 ans, trois par Etat fédéré membre et pour le district fédéral, est renouvelé alternativement de un tiers et de deux tiers tous les quatre ans. Le Congrès légifère dans tous les domaines d'intérêt national, ratifie les traités et exerce un contrôle des comptes de l'Etat fédéral. Au niveau des Etats fédérés, les Assemblées Législatives et leurs députés locaux exercent les mêmes compétences appliquées aux compétences de l'Etat, tandis que les Conseils Municipaux représentent le pouvoir législatif des Municipalités.





## POUVOIR JUDICIAIRE FEDERAL

Le pouvoir judiciaire au niveau fédéral est exercé par le Tribunal Fédéral Suprême, composé de 11 ministres nommés par le Président de la République et approuvés à la majorité absolue des voix au Sénat Fédéral. Le tribunal suprême est chargé du contrôle direct de constitutionnalité, tandis que d'autres tribunaux fédéraux (justice du travail, justice électorale, justice militaire) effectuent un contrôle diffus de constitutionnalité. Le tribunal supérieur de Justice juge les recours contre les décisions des tribunaux fédéraux et des tribunaux des Etats fédérés.

## Fonctionnement électoral

Les élections générales brésiliennes s'échelonnent sur trois niveaux :

- Au niveau national avec l'élection du Président, des 81 Sénateurs (3 par Etat) et des 513 députés fédéraux (entre 8 et 70 par Etat, selon le poids démographique des Etats).
- Au niveau fédéral avec l'élection des gouverneurs des 26 Etats et du District Fédéral, ainsi que des députés de chaque Etat (nombre variable selon les Etats).
- Au niveau municipal avec l'élection des maires et des députés municipaux (nombre variable selon les villes).

Deux modes de scrutin différents sont employés au Brésil

1. Le Président est élu par un scrutin uninominal majoritaire à 2 tours, tout comme les Gouverneurs, les maires et les Sénateurs. Si une majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour, un deuxième tour opposant les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour est organisé.
2. Les députés fédéraux, les députés des Etats et les députés municipaux sont eux élus au scrutin proportionnel à listes ouvertes. Les partis présentent des listes sans spécifier d'ordre. Chaque parti (ou alliance partisane) présente une liste de candidats non ordonnée. Les électeurs peuvent voter soit pour la liste proposée (voto de legenda), soit pour un candidat dans la liste (voto nominal). Les votes de liste et les votes nominaux sont ensuite additionnés. Pour faire élire des candidats, un parti (ou coalition) doit atteindre le quotient électoral minimum, calculé par le rapport entre le nombre de votes valides pour l'élection et le nombre total de sièges octroyés (art. 106 du Code Electoral).



## Durée des mandats

Les Sénateurs sont élus pour une période de 8 ans. Pour tous les autres postes électifs susmentionnés, la durée des mandats est fixée par la Constitution de 1988 à 4 ans.

## Réélection des titulaires de postes électifs

La réforme constitutionnelle n°16 de juin 1997 (à l'initiative de l'ancien Président Fernando Henrique Cardoso) permet la réélection immédiate des chefs de l'exécutif (Président de la République, Gouverneurs, Maires) « pour un unique mandat consécutif » (article 14, §5). Avant cette révision constitutionnelle, la réélection consécutive était interdite. Les chefs de l'exécutif ne pouvaient pas, selon la Constitution de 1988, aspirer à la réélection dès la fin de leur mandat. Ils devaient laisser passer au minimum un mandat avant de se porter à nouveau candidats.

Pour ce qui est des membres du pouvoir législatif (députés municipaux, députés étatiques, députés fédéraux et sénateurs), la réélection est permise sans aucune limite en ce qui concerne le nombre de mandats.

### Articles de la Constitution de 1988 régissant les élections

(Voir notamment Titre 2, Chapitre 4 « Des droits politiques », art. 14)

- Enregistrement et obligation du vote → art. 14, §1°
- Eligibilité, droits politiques → art. 14, §3°
- Gouverneur et Vice-gouverneur → art. 32, §2°
- Inéligibilités → art. 14, §4°
- Maire et Vice-maire → art. 29
- Mandats électifs et désincompatibilisation → art. 14, §6°
- Mandats des députés étatiques → art. 27, §1°
- Mandats des députés fédéraux → art. 44
- Mandats des députés municipaux → art. 29, I
- Sénateurs → art. 53 à 57
- Président et Vice-président → art. 77 à 82
- Processus électoral → art. 16
- Réélection → art. 14, §5°



# Brésil 2010

## Postes électifs et postes de confiance (cargos de confiança) au Brésil

	Pouvoir Exécutif	Pouvoir Législatif
National	<p>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (élection tous les 4 ans)</p> <p>22.882 postes de confiance en 2007 (près de 4% du total des postes), répartis entre les cabinets de la Présidence de la République et les divers ministères et secrétariats d'Etat, ainsi que dans les postes dans les entreprises publiques étatiques. En ne comptabilisant pas ces derniers, le chiffre descend à 19.927.</p>	<p>CONGRES</p> <p>513 députés élus pour 4 ans dans les 27 Etats de la fédération. Le nombre de députés fédéraux élus est proportionnel à la population des Etats (un maximum de 70 députés provenant de l'Etat de São Paulo, 53 du Minas Gerais, 46 de l'Etat de Rio de Janeiro, un minimum de 8 pour les Etats les moins peuplés). 31 députés fédéraux sont élus dans le Rio Grande do Sul.</p> <p>81 sénateurs (3 dans chacun des 27 Etats de la fédération) élus pour 8 ans renouvelés par tiers tous les 4 ans (un tiers puis deux tiers). Tous les congressistes ont plusieurs collaborateurs de confiance.</p>
Etatique	<p>GOUVERNEUR (élection tous les 4 ans)</p> <p>27 Gouverneurs (26 Etats + 1 District Fédéral). Nombre de postes de confiance variable d'un Etat à l'autre. Maximum de 22.800 (Etat du Tocantins). 20.800 dans l'Etat de São Paulo. Environ 8.900 dans l'Etat du Pernambouc, et 2.700 pour le Rio Grande do Sul (Etat qui en compte le moins).</p>	<p>ASSEMBLEE LEGISLATIVE (tous les 4 ans)</p> <p>1.059 députés étatiques répartis par pondération dans les 27 Etats de la fédération : de 94 députés dans l'Etat de São Paulo (le plus peuplé) à 30 députés dans les Etats les moins peuplés..</p>
Municipal	<p>PREFEITO (élection tous les 4 ans)</p> <p>Nombre variable d'une ville à l'autre, et plus important dans les capitales étatiques. Au total, 350.230 postes de confiance répartis dans les 5.564 municipalités brésiliennes.</p>	<p>CAMARA DOS VEREADORES (tous les 4 ans)</p> <p>Là encore, le nombre de vereadores est proportionnel à la population de la ville : de 7 à 21 pour les villes de moins de 2 millions d'habitants ; de 23 à 51 pour les villes de 2 à 5 millions d'habitants, et 53 pour les villes de plus de 5 millions d'habitants.</p>

Elaboration: OPALC / Louault

Sources : Cristiane Agostine, Sérgio Bueno e Vanessa Jungerfeld, Valor Econômico, 18 décembre 2006 (<http://clipping.planejamento.gov.br/Noticias.asp?NOTCod=326794>) & IBGE



## Conditions d'éligibilité et incompatibilités

Pour pouvoir être élu, chaque candidat doit être âgé d'au moins 18 ans, être de citoyenneté brésilienne depuis sa naissance, jouir de ses droits politiques, appartenir à un des partis officiels, résider dans la circonscription dans laquelle il se présente. L'analphabétisme de tout candidat entraîne son inéligibilité. L'usage des urnes électroniques par écran tactile est aujourd'hui largement répandue, et les électeurs peuvent soit inscrire un nom ou un numéro, soit choisir parmi des photos des candidats.

La clause d'« incompatibilité » impose aux candidats exerçant certaines fonctions ou professions (dont la liste est disponible en cliquant sur ce lien) de quitter leur poste plusieurs mois avant l'élection (de trois à six mois selon les fonctions exercées et les postes brigüés). Les délais sont annoncés avant chaque élection par le Tribunal Superior Eleitoral et par les Tribunaux Regionaux Eleitorais. Ils sont extraits de la Loi Complémentaire n°64 du 18 mai 1990. Pour éviter toute instrumentalisation des fonctions lors de la campagne électorale, les fonctionnaires (servidores públicos) candidats à un poste électif et professeurs d'écoles publiques doivent par exemple se désincompatibiliser (par une mise en détachement) trois mois avant la date de l'élection (LC 64, art. 1°, II, "I"). C'est la règle dite de desincompatibilização. Les candidats non élus peuvent ensuite réintégrer leurs fonctions.

20

## Conditions pour pouvoir voter

Pour pouvoir voter, il faut être un citoyen brésilien. L'inscription sur les listes électorales et le vote ont un caractère obligatoire pour les personnes âgées de 18 à 70 ans, l'abstentionnisme étant sanctionné par une amende. Pour les citoyens de 16 et 17 ans, de plus de 70 ans et pour les illettrés, le vote est libre. Sont exclus du droit de vote les personnes atteintes de maladie mentale, celles purgeant une peine de prison, ou ayant été déchues de leur droits politiques ou encore les membres des forces armées d'un grade inférieur à celui de sergent.

## Calendrier électoral pour les élections de 2010.

Comme toutes les normes régissant les élections de 2010, le calendrier électoral complet est disponible en ligne sur le site web du Tribunal Supérieur Electoral du Brésil :

[http://www.tse.gov.br/internet/eleicoes/normas\\_2010/arquivos/res23089.pdf](http://www.tse.gov.br/internet/eleicoes/normas_2010/arquivos/res23089.pdf)



## Le Tribunal Supérieur Electoral (TSE)

Le Tribunal Supérieur Électoral est la plus haute instance juridique de la Justice Électorale brésilienne. Il a été créé le 22 avril 1960 à Brasilia. Les autres instances sont représentées par un Tribunal Régional Électoral (TRE) dans chaque État, les juges électoraux et les juntes électorales. Le TSE est composé de sept membres : trois juges du Tribunal Suprême Fédéral (STF), deux juges du Tribunal Supérieur de Justice (STJ) et deux avocats proposés par le STF et nommés par le Président de la République. Des substituts sont aussi élus par catégorie en nombre égal.

### COMPOSITION DU TSE EN DECEMBRE 2009

#### Président :

- Carlos Augusto Ayres de Freitas Britto (STF)

#### Vice présidents :

- Joaquim Benedito Barbosa Gomes (STF)
- Enrique Ricardo Lewandowski (STF)
- Fernando Gonçalves (STJ)

#### Correcteurs :

- Felix Fischer (STJ)
- Arnaldo Versiani Leite Soares (juriste)
- Marcelo Henriques Ribeiro de Oliveira (juriste)

#### Magistrats suppléants :

- Carlos Alberto Menezes Direito (STF)
- Enrique Ricardo Lewandowski (STF)
- Carmen Lucia Antunes Rocha (STF)
- Eliana Calmon (STJ)
- Aldir Passarinho Júnior (STJ)
- Henrique Neves da Silva (juriste)



## Résultats des élections présidentielles depuis 1989

Présidents élus depuis 1989			
Election présidentielle de 1989			
2nd tour	Candidats	Partis	% votes obtenus
	Fernando Collor de Mello (ELU)	PNR	49,94
	Luis Inácio Lula da Silva	PT	44,23
Election présidentielle de 1994			
1er tour	Candidats	Partis	% votes obtenus
	Fernando Henrique Cardoso (ELU)	PSDB	54,27
	Luis Inacio Lula da Silva	PT	27,04
Election présidentielle de 1998			
1er tour	Candidats	Partis	% votes obtenus
	Fernando Henrique Cardoso (ELU)	PSDB	53,06
	Luis Inacio Lula da Silva	PT	31,71
Election présidentielle de 2002			
2nd tour	Candidats	Partis	% votes obtenus
	Luis Inacio Lula da Silva (ELU)	PT-PL	46,44
	José Serra	PSDB-PMDB	23,20
Election présidentielle de 2006			
2nd tour	Candidats	Partis	% votes obtenus
	Luis Inacio Lula da Silva (ELU)	PT-PRB-PCdoB	61,27
	Geraldo Alckmin	PSDB-PFL	38,73

Sources : Political Database of the Americas (Georgetown University) & Tribunal Superior Eleitoral



---

## Le Brésil. Conjoncture.

---

### Une conjoncture favorable au gouvernement sortant

23

Au cours des dernières années le Brésil a réussi la stabilisation économique, tout d'abord sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (PSDB) qui a réussi à contrôler l'inflation. Quoi qu'il en soit, c'est à partir de sa gestion par le PT que le pays a connu une importante expansion économique en apportant des acquis sociaux significatifs. Dans cette partie nous proposons la synthèse d'un tel contexte qui sera un enjeu important, voire clé, de la dispute présidentielle de 2010.

D'une croissance soutenue à la sortie de la crise

La conjoncture économique aura certainement des retombées politiques dans les campagnes électorales qui approchent. Bien que celle-ci ait été favorable pendant les deux mandats de Lula, comme le démontre son niveau de croissance<sup>3</sup>, un découplage de la crise internationale n'a pas eu lieu et depuis mi-2008 le pays a été frappé. La conjoncture brésilienne s'est dégradée rapidement et si jusque là les capitaux étaient attirés par le taux d'intérêt et la tendance d'appréciation monétaire, la fuite de capitaux fut accompagnée par une baisse du real en menaçant d'augmenter le déficit des transactions courantes<sup>4</sup>. Le Brésil sera-t-il capable de résister à ce choc exogène? Ou connaîtra-t-il un scénario catastrophique comme celui des années 1998-99<sup>5</sup>? Une gestion efficace de la crise est devenue le point central de l'action gouvernementale, et une pièce clé pour la stratégie de succession de Lula. Fin décembre 2009, le Président Lula se montrait très optimiste et rassurant lors de son allocution télévisée de Noël. Il annonçait une reprise de la croissance et une relance économique soutenue pour l'année 2010, prônant la continuité des plans économiques mis en place par son gouvernement.

---

3 On observe une croissance moyenne du PIB de 3,91% depuis 2002, et de 4,9% depuis 2006. En revanche, le taux moyenne de la période 1994-2001 fut de 2,64%. Source: Ministère des Finances du Brésil.

<http://www.fazenda.gov.br/>

4 Le Brésil a enregistré un déficit de ses comptes courants à partir du quatrième trimestre 2007, même si le bilan de l'année est resté positif (en 0,1% du PIB contre le 1,3% de 2006). Néanmoins, pour le premier semestre 2008 le solde négatif a atteint 2% du PIB. (INTAL/BID, Rapport du Mercosur 2008, p.8)

5 Il s'agit de l'impact de la crise asiatique sur l'économie brésilienne, qui a vécu une rétraction du PIB provoquée par la chute des exportations et de la production industrielle, et encore davantage une hausse du chômage suivi d'une baisse des revenus des salariés. Dans le contexte de cette crise, provoqué par un choc exogène, le pays a dévalué sa monnaie et a adopté le régime de change flottant.



# Brésil 2010

Du troisième trimestre 2008 à août 2009, on observait des indicateurs négatifs de l'économie brésilienne, comme par exemple la chute de la production industrielle, la hausse des licenciements (d'environ 7% entre octobre et décembre 2008), et un cadre de récession technique depuis le quatrième trimestre 2008 jusqu'à mi-2009. Malgré cela, le pays a réussi à sortir de la crise en étant classé en septembre dans la catégorie d'investissement par l'agence Moody's d'évaluation de risques. Cette sortie s'est faite avant même plusieurs économies industrialisées, ou celles d'autres pays émergents, comme l'a mis récemment en évidence l'hebdomadaire britannique *The Economist*<sup>6</sup>.

Même si les chiffres ne sont pas encore officiels, le Ministre de l'économie, Guido Mantega, a annoncé qu'au dernier trimestre 2009 la croissance économique atteignait entre 8% et 10%, ce qui augmente la variation annuelle à 1% (faible, mais sans récession). Pour l'année 2010, il estime une croissance de l'ordre de 5%. La croissance pourrait même atteindre 7% si l'on en croit l'Institut Brésilien d'Économie<sup>7</sup>. De surcroît, la forte inflation tant redoutée n'a pas eu lieu, laissant au loin les vieux démons de l'économie brésilienne. L'inflation s'est maintenue à 4,12% en octobre 2009<sup>8</sup>. Puis en décembre 2009, le Brésil enregistrait même une déflation des prix légère mais non moins historique.

Selon le président de la Banque Centrale, Henrique Meirelles<sup>9</sup>, la croissance est due à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus, contexte qui a pu garantir l'essor des mesures de relance budgétaire, telles que la réduction d'impôts sur les produits industrialisés<sup>10</sup>. En effet, selon le dernier rapport du Ministère de l'économie, le revenu moyen des salariés a augmenté de 4,3% entre mi-2008 et mi-2009<sup>11</sup>. Dans le cadre de la mise en place de mesures de relance, le gouvernement a augmenté de 338,4 milliards de reais (soit environ 135 milliards d'euros) les investissements en infrastructures qui concernent le « Programa de Aceleração do Crescimento/PAC <sup>12</sup>» (programme d'accélération de la croissance).

6 Le magazine affirme que « It did not avoid the downturn, but was among the last in and the first out », "Brazil Takes off", *The Economist*, November 12<sup>th</sup> 2009.

7 Source: <http://www.fazenda.gov.br/>

8 Selon les données de la Fundação Getúlio Vargas (FGV). [http://www.fgvdados.com.br/bf/dsp\\_consulta.asp](http://www.fgvdados.com.br/bf/dsp_consulta.asp)

9 En 2009, près de 1,1 million d'emplois formels ont été créés – ce qui consolide le marché interne et stimule la consommation en soutenant la croissance pour 2010. La tendance n'est pas seulement à une récupération des emplois perdus lors du premier semestre, mais aussi au développement de contrats pour de nouveaux investissements. Isto é dinheiro. N° 632 du 18 novembre 2009. Disponible en ligne: <http://www.terra.com.br/istoedinheiro/edicoes/632/artigo156196-1.htm>

10 La mesure fut ciblée sur le secteur automobile, les cars et camions, les matériaux de construction, l'électroménager et les biens de capitaux.

11 Brasil, economia sustentável. Publicação do Ministério da fazenda, n°5, outubro 2009. disponible en ligne sur le site: [http://www.fazenda.gov.br/portugues/docs/brasil-economia-sustentavel/edicoes/Brasil-Economia-Sustentavel-Edicao-5\\_PORTUGUES.pdf](http://www.fazenda.gov.br/portugues/docs/brasil-economia-sustentavel/edicoes/Brasil-Economia-Sustentavel-Edicao-5_PORTUGUES.pdf)

12 Le PAC est un programme de développement d'infrastructures débuté en 2007 dont les projets concernent trois axes: logistique, énergétique, et urbain/social. Jusqu'à octobre 2009, on comptait 39% des projets conclus et 70% autre en cours. Source: PAC, 8° balanço, maio a agosto 2009. <http://www.brasil.gov.br/pac/>





Ce programme a un rôle crucial pour le gouvernement. D'abord parce qu'il pose des bases pour la croissance des années à venir, mais aussi en raison des enjeux politiques à court terme qui concernent sa gestion. Du fait que le PAC est coordonné par la Ministre Dilma Rousseff, il pourrait devenir une vitrine pour la pré-candidate du PT.

## Transformations sociales

Cette croissance économique soutenue par le marché interne a été le résultat d'un ensemble de changements dans la structure sociale du pays. Une telle association avec l'amélioration des conditions sociales sera un des piliers de la campagne présidentielle du parti au pouvoir. En effet, le niveau de pauvreté a baissé de 33% en 2001 à 22,7% en 2007 (plus de dix points, soit une baisse de 30%), pendant que le recul était de 14% à 7,9% pour l'indigence (huit points)<sup>13</sup>. Cependant, le Brésil continue à être l'un des pays qui compte la plus forte concentration de revenus : les 1% les plus riches concentrent autant de revenu que les 50% les plus pauvres. Par contre, depuis 2004, le niveau d'inégalités, mesuré par le coefficient de Gini, est le plus bas depuis trente ans. Il a reculé de 4%<sup>14</sup>. On observe également un phénomène d'ascension sociale au cours des dernières années, avec un élargissement de la classe moyenne. En 2009, 52% de la population du Brésil appartiendrait à la classe moyenne<sup>15</sup>. Cette nouvelle dynamique sociale accompagne sans doute la croissance économique, mais le facteur qui l'explique est celui des politiques de transfert mises en œuvre à travers les programmes du gouvernement<sup>16</sup>.

Le principal programme social mis en œuvre par le gouvernement est le « Fome Zero » (zéro faim). Créé en 2005, son objectif est d'assurer l'alimentation adéquate aux populations les plus nécessiteuses, en contribuant à l'éradication de la pauvreté. Au sein du « Fome Zero » sont développés plusieurs sous-programmes, qui ciblent l'alimentation et la nutrition<sup>17</sup>, le renforcement de l'agriculture familiale, l'organisation productive de communautés et le microcrédit.

13 Données publiés par la Fundação Getúlio Vargas. Le seuil de pauvreté et d'indigence est établi par les revenus qui n'atteignent pas, respectivement, la moitié et le ¼ du salaire minimum :

[http://www.fgvdados.com.br/bf/dsp\\_consulta.asp](http://www.fgvdados.com.br/bf/dsp_consulta.asp)

14 Le coefficient de Gini est passé de 0,593 en 2001 à 0,569 en 2004, selon l'IPEA, "Nota Técnica sobre a recente queda da desigualdade de renda no Brasil", Brasília, Agosto de 2006. Le niveau d'inégalité mesuré par la Fundação Getúlio Vargas s'est maintenu à 0,56 en 2007.

15 Selon la Fundação Getúlio Vargas. La classe moyenne correspond aux familles dont le revenu mensuel est entre R\$ 1.065 et R\$ 4.591.

16 La note technique produite par l'IPEA affirme qu' en raison d'une baisse de 0,9% du revenu per capita entre 2001 et 2004, la réduction de la pauvreté est attribuée à la baisse de l'inégalité dans la distribution des revenus. En effet, on observe pour la même période une croissance de 7,2% par an des revenus des 10% les plus pauvres et de 2,4% pour les 50% les plus pauvres. Dans le même temps, le revenu moyen des 50% les plus riches a été réduit de 1,4%. Finalement, le document estime que, sans les mesures de redistribution des revenus, il faudrait une moyenne de croissance économique de 20% pour atteindre une telle réduction du niveau de pauvreté extrême.

17 À cet égard on peut souligner les programmes d'alimentation scolaire, construction de citernes, restaurants populaires, banques de nourriture, agriculture urbaine et potagers communautaires, distribution de vitamines, etc. Les informations sont disponibles sur le site officiel: [www.fomezero.gov.br](http://www.fomezero.gov.br)



Le programme Fome Zero a connu dès sa mise en œuvre d'importantes difficultés d'organisation, entâchant sa crédibilité et son ampleur. Le symbole de la politique sociale du gouvernement est ainsi devenu le programme Bolsa Família (Bourse Famille), créé en 2003.

Il s'agit d'un programme de transfert qui bénéficie à 12,4 millions de familles, avec une allocation d'environ R\$ 95,00<sup>18</sup>. Le programme a permis une augmentation moyenne de 30% des revenus des familles concernées, ce qui stimule les économies locales et régionales à travers la relance de la consommation (notamment d'aliments, de matériel scolaire, de médicaments, de vêtements, et d'électroménager). En dépit de son caractère national, le programme se concentre dans les régions les plus démunies du pays, tout particulièrement la région du Nordeste, qui compte à elle seule près de 50% des bénéficiaires. Malgré les critiques qui s'opposent au programme, on trouve un certain consensus sur son rôle d'inclusion sociale et de développement local dans cette région. D'ailleurs, cet essor pourrait être l'un des éléments explicatifs du changement de la géographie électorale de Lula<sup>19</sup> entre les scrutins de 2002 (lors duquel il a remporté des victoires homogènes dans tout le territoire) et de 2006 (lors duquel il a obtenu une majorité parfois écrasante dans le nord et le nordeste et des revers dans les régions du sud et du sud-est. Certains travaux croisant les variables « vote » et « redistribution laissent » supposer le scrutin de 2010 des retombées électorales des programmes sociaux (voir par exemple Soares & Terron : 2008). Mais l'impact qu'il pourrait y avoir sur le score des candidats n'est pas évident, notamment pour celui du candidat ou de la candidate du PT.

En somme, le scrutin de 2010 devrait se dérouler sous un climat de relative euphorie en raison des réussites en matière économique et sociale. Par ailleurs la récente découverte de gisements pétroliers off-shore, qui pourrait placer le Brésil comme la 8<sup>ème</sup> réserve mondiale, vient nourrir ces attentes.

18 Il s'agit d'une moyenne, puisque les versements varient entre R\$ 22 et R\$ 200 en raison du revenu mensuel des familles (qui ne doit pas être supérieur à R\$ 120 par personne). Le programme a été créé en 2003 en intégrant l'ancien « bourse école », « allocation pour le gaz » et « la carte d'alimentation ». Depuis 2005 il a été incorporé au « Fome Zero ». L'investissement total a été de R\$ 52,7 milliards au cours des six ans du projet, et le gouvernement propose pour 2010 d'étendre le bénéfice à 12,9 millions de familles.

<http://www.mds.gov.br/bolsafamilia/noticias/bolsa-familia-completa-seis-anos>

19 Pour approfondir cette question, voir Pellicot, Johan. La géographie électorale du PT. De nouvelles mutations? pp.127-136 In: LOUAULT, Frédéric (Dir.). Brésil Municipales 2008. Des élections de positionnement?. Paris: OPALC, 2009, Parution en ligne. Disponible sur

[http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=258:quatrieme-partie-analyse-des-resultats&catid=159:brasil-2008-observation-electorale&Itemid=211](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=258:quatrieme-partie-analyse-des-resultats&catid=159:brasil-2008-observation-electorale&Itemid=211)



## Alliances et stratégies politiques. De la négociation.

La conjoncture économique et sociale que nous venons de synthétiser aura une place de poids dans la dispute présidentielle. Néanmoins cela ne suffira pas à assurer la victoire au parti au pouvoir (le Parti des Travailleurs). Les études sur le comportement électoral démontrent que, au Brésil comme ailleurs, les programmes de gouvernement et les compétences techniques des candidats ont un impact réduit sur le choix des citoyens, celui-ci suivant des logiques plus personnalisées que partisans. L'image est devenue un facteur déterminant de la décision du vote. La dispute électorale a lieu dans un échiquier complexe d'alliances pragmatiques et d'affrontements entre les acteurs, qui essaient toujours de réduire le capital politique de leurs adversaires et de trouver le juste clivage pour répondre aux besoins du public.

27

### Affrontement politique, mouvements sociaux et affaires politiques

Alors que la conjoncture économique et sociale semble assez favorable au gouvernement, ce dernier subit une pression accrue de l'opposition dans l'arène politique, notamment par le biais des commissions parlementaires d'enquête (CPI).

En septembre 2009, l'invasion réalisée par le « Movimento dos Trabalhadores Sem Terra/ MST » (Mouvements des Travailleurs Sans Terre) et la destruction de sept mille orangers d'une ferme dans l'État de São Paulo, a réanimé les discussions sur ce mouvement social. Le groupe parlementaire des latifundiaires a mis en place une CPI pour enquêter sur les sources de financement de ces invasions<sup>20</sup>. En effet, le gouvernement a versé 159 millions de reais à des ONG soupçonnées d'avoir des liens avec les « sans terre », de façon à financer les manifestations avec de l'argent public. Par ailleurs, un sondage produit par l'Institut Ibope, et largement divulgué par la presse brésilienne, remettait en cause l'efficacité du programme de réforme agraire<sup>21</sup>.

L'entreprise pétrolière Petrobrás a elle aussi été l'objet des enquêtes d'une CPI installée fin juillet. Avec pour objectif de vérifier des irrégularités administratives soupçonnées, la commission est devenue un lieu de conflit entre base gouvernementale et opposition. Après quatre mois de travaux, au cours desquels les sénateurs alliés ont essayé de bloquer les investigations, le président de l'entreprise a été invité à témoigner. Malgré cela, le PSDB et le DEM ont annoncé l'abandon de la Commission et ont déposé une plainte au Ministère Public Fédéral.

20 La Commission a été mise en place le 21 octobre 2009. Source: Jornal da Câmara de Deputados. Brasília, 22/10/2009, n° 2353.

21 Ce sondage a été fortement critiqué par les autorités fédérales, qui ont remis en question l'échantillon employé par l'institut. Paru le 13 octobre, il suggère que 37% des fermes sont improductives et que 27% ne produisent que le strict minimum pour assurer la subsistance familiale. Isto é dinheiro. N° 628 du 21 octobre 2009. disponible en ligne: <http://www.terra.com.br/istoedinheiro/edicoes/628/artigo154108-1.htm>



Enfin, le jeu politique a connu une nouvelle page avec la panne du système énergétique qui a affecté 18 États fédérés, le 10 novembre, en raison d'une faille dans le réseau de transmission. Sans énergie, plusieurs usines ont arrêté leur production, provoquant des pertes significatives<sup>22</sup>. Les explications fournies par les autorités ont été contradictoires, et il a fallu attendre trente jours pour que le rapport des enquêteurs puisse diagnostiquer les causes du problème. Dans ce contexte, le Congrès a approuvé une invitation aux ministres Dilma Rousseff et Edison Lobão à comparaître au sénat pour expliquer les raisons du black out (apagão). L'opposition cherche à utiliser ternir ainsi l'image de la pré-candidate du PT, Dilma Rousseff, qui occupait le poste de Ministre de l'Énergie (2003-2005) et a participé à l'élaboration du plan énergétique du pays, en remettant en cause sa compétence technique dans la gestion du système énergétique. Par ailleurs, étant donné que le ministre Lobão appartient au PMDB, la recherche de responsables au sommet du gouvernement pourrait provoquer des fissures entre les deux partis, et rendre plus difficile l'alliance avec le PT pour les présidentielles.

Un point complexe semble finalement être « l'affaire Sarney ». L'ancien président du Brésil (1985-1990) et président du Sénat en exercice a été soumis à des pressions pour démissionner à la suite d'une affaire d'actes secrets et emplois fictifs. Lula lui-même a dû le soutenir afin de le maintenir à la tête du Sénat, étant donné que celui-ci est un cadre important du PMDB. La trajectoire de Sarney va de l'appui à la dictature à la gestion de la transition démocratique. Elle mêle vie publique et vie privée, symbole d'un héritage du fonctionnement politique traditionnel (le corenelismo). Mais le PT ne pouvait laisser tomber un allié si puissant, si important pour sa gouvernabilité et pour la préparation des élections de 2010. De plus, le vice président du Sénat étant membre du PSDB, la chute de Sarney aurait posé un problème majeur de gouvernabilité, faisant basculer la présidence à l'opposition. Lula assure par ailleurs que cette affaire est une stratégie de l'opposition, visant à déstabiliser le gouvernement et à miner l'alliance PT-PMDB en vue des prochaines présidentielles.

## Des alliances pragmatiques?

Le fait qu'au Brésil, le parti du président ne dispose que d'une faible part des sièges du Congrès National oblige à un complexe jeu de coalitions (présidentialisme de coalition). Ainsi, négocier des postes au gouvernement est une pratique courante, qui dépend tant du poids électoral des individus que de l'importance stratégique conjoncturelle. Cet impératif d'alliance a entraîné un rapprochement entre certains partis par delà les critères idéologiques. Force est ainsi de se demander ce qui rapproche des partis comme le PT et le PMDB, si ce n'est la recherche d'une permanence au pouvoir. Le PT et le PMDB ont ainsi un destin en commun, comme le montre le fait qu'Henrique Meirelles, qui a adhéré au PMDB, pourrait être candidat à la vice-présidence. Il pourrait ainsi être le colistier de Dilma Rousseff, pré-candidate du PT désignée par Lula. Le PCdoB est également allié au PT, particulièrement à son aile gauche. Le PT est néanmoins un parti dont la tendance majoritaire (plus de 60% de la direction nationale) suit une orientation de centre-gauche.

22 Isto é dinheiro. N° 632 du 18 novembre 2009.



# Brésil 2010

Par ailleurs, on peut observer que les alliances politiques n'ont pas de réelle cohérence entre les niveaux local et national. Ainsi, le PT et le PMDB sont alliés au niveau fédéral. Cette alliance n'empêche pas une lutte entre les deux partis dans deux nombreux Etats, suivant les rapports de force locaux. Lors des élections municipales de 2008, les deux partis se sont ainsi affrontés dans plusieurs villes, comme par exemple à Porto Alegre ou à Salvador de Bahia. Dans l'opposition, l'alliance entre le PSDB (parti social démocrate) et le DEM (ancien PFL, parti de caciques locaux) semble davantage stratégique qu'idéologique. Le DEM a vainement tenté de se rapprocher du PT en 2005, afin de récupérer des postes-clé au gouvernement. Le PSDB et le DEM sont depuis lors d'accord sur la lutte à mener pour reprendre le pouvoir au PT. Une partie du DEM se divise néanmoins sur le candidat du PSDB à supporter aux élections présidentielles. Ces divergences internes déstabilisent le parti, déjà peu structuré idéologiquement et pauvre en leaders nationaux. En ce qui concerne la cuisine interne du PSDB, deux candidats s'affrontaient initialement pour l'investiture. José Serra, gouverneur de São Paulo, s'opposait à Aécio Neves, gouverneur de Minas Gerais. Mais ce dernier a jeté l'éponge et s'est effacé de la compétition le 17 décembre 2009. La voie semble donc libre pour une officialisation de la candidature de José Serra (qui devançait encore largement Dilma Rousseff dans les sondages de décembre 2009).

29

A côté des deux principaux pré-candidats (Rousseff pour le PT et Serra pour le PSDB), il conviendra enfin d'observer attentivement l'adhésion de Guilherme Leal (PDG de Natura, la principale entreprise de cosmétique brésilien) au Parti Vert. Sa fortune personnelle, évaluée à plus de 2,2 milliards de reais (environ 850 millions d'euros), constituerait un renfort de poids pour la campagne de ce petit parti. Ce rapprochement pourrait aussi inciter d'autres entrepreneurs à rejoindre le parti vert. Guilherme Leal pourrait enfin ou encore renforcer la crédibilité du « ticket vert » à la présidence, en se présentant comme candidat à la vice-présidence aux côtés de Marina Silva. Militante environnementale historique et Sénatrice de la République, Marina Silva a quitté en août 2009 sa formation politique d'origine (le Parti des Travailleurs) pour rejoindre les rangs du Parti Vert. Candidate annoncée à la présidence pour le PV, elle pourrait fragiliser la campagne de Dilma Rousseff et du PT.



## Retour sur quelques affaires politico-financières

### Crise au District Fédéral

Le dernier scandale ayant bouleversé la scène politique brésilienne s'est déroulé au District Fédéral où un système de corruption qui touche le sommet de l'administration a été révélé fin novembre. Les investigations de la Police Fédérale impliquent le gouverneur José Roberto Arruda (DEM), le vice gouverneur Paulo Octávio (DEM), le président de chambre législative Leonardo Prudente (DEM) et d'autres hommes politiques de divers partis (PSC, PMDB, PP et PSB). Ils sont soupçonnés d'avoir organisé un réseau de financement illégal de candidats qui, par le bureau politique d'Arruda, aurait bénéficié à 226 candidats dont l'argent n'a pas été déclaré à la Justice Électorale. Dans l'opération, baptisé Boîte de Pandore, 700 mille reais ont été appréhendés et la police suppose que l'argent était destiné au paiement des alliés du gouvernement.

30

De plus, il est possible qu'au cours des trois dernières années, le gouvernement du DF ait versé, sans autorisation, 14,4 millions de reais à l'agence de publicité qui s'est occupée de la campagne de Arruda en 2006, montant que l'entreprise reversait à des politiciens. Des vidéos, divulguées par la presse, montrent le moment où José Arruda reçoit un paquet d'argent de l'un de ses collaborateurs, qui d'ailleurs a dénoncé le système. Dans une deuxième vidéo le protagoniste est Leonardo Prudente, il cache dans ses chaussettes l'argent d'un pot-de-vin et cite plusieurs personnalités, parmi lesquelles le président de la Chambre de Députés Fédérés Michel Temer (PMDB-SP) qui a immédiatement nié toute participation.

Plusieurs plaintes ont été déposées dans l'assemblée pour demander l'impeachment du gouverneur, soit par des partis d'opposition soit par la société civile (comme l'Ordre des Avocats du Brésil OAB-DF). Aussitôt des partis de la base alliée du gouverneur (PDT, PPS, PSB, PMDB et PSD) ont décidé d'abandonner leurs postes au gouvernement du DF et de retirer leur soutien à Arruda, alors que l'assemblée législative a voté pour l'instauration d'une Commission Parlementaire d'Enquête (CPI). À l'intérieur du parti Democratas, un procès d'exclusion a été ouvert contre Leonardo Prudente, tandis que José Arruda n'a pas attendu la décision de son parti et a demandé sa désaffiliation au DEM.

Dans les rues, des citoyens sont sortis pour manifester leur indignation et pour demander la démission des accusés. Début septembre, la chambre législative a été envahie par 150 manifestants qui ont décidé d'y rester en faisant du bivouaque à l'intérieur du bâtiment. Le jour suivant, 2 mil personnes protestaient face au palais du gouvernement. Il y a eu des confrontations avec la police qui a laissé huit blessés et a fait trois arrestations. Finalement, une manifestation en voiture (carreata) a réuni plus de 300 véhicules au centre ville. Convoquée par la Central Unique des Travailleurs (CUT), le PT, PSB et PSOL, la marche s'est déplacée à travers les avenues de Brasília en s'arrêtant face à la maison du gouverneur où l'acte de protestation s'est conclu par le balayage de la voie pour symboliser la nécessité d'un nettoyage de la corruption dans la politique.



## Les scandales de José Sarney.

L'ancien président (1985-1990) et actuel président du sénat affronte plusieurs accusations d'irrégularités et de corruption. José Sarney (PMDB-AP) était bénéficiaire d'une subvention pour payer son logement, alors qu'il est propriétaire de la maison où il habite à Brasília. D'ailleurs, cette propriété, évaluée à 4 millions de reais, n'a pas été déclarée à la Justice Électorale lors du scrutin 2006, ce que l'homme politique a justifié comme s'agissant d'une omission de son agent comptable. En outre, la Fondation créée par le sénateur Sarney est soupçonné d'avoir détourné entre 500 mille et 1,3 millions de reais donnés par l'entreprise Petrobras pour financer des projets d'informatisation de sa collection. Des entreprises enregistrées sur des fausses adresses à São Luiz (Maranhão) ont reçu une partie de l'argent, alors que des entreprises de radio et de télévision de la famille Sarney ont reçu 30 mille reais au titre de la publicité du projet qui n'a jamais été achevé.

31

Mais les accusations concernent aussi la famille Sarney. L'opération Faktor/ Boi Barrica de la Police Fédérale démontre l'existence d'indices selon lesquels son fils, Fernando Sarney, opérerait un réseau de trafic d'influence. Il placerait des alliés dans l'entreprise publique d'énergie (Eletrobrás) qui utiliseraient après des fonds de publicité en contractant les entreprises de la famille Sarney. Celui-ci est encore soupçonné d'avoir participé à la collecte illicite de fonds pour la campagne de la sénatrice Roseana Sarney (PMDB-MA) au gouvernement de l'État en 2006. De surcroît, lors de son mandat comme sénatrice, Roseana Sarney avait un majordome payé par le Congrès, pour un coût de 12 mille reais par mois, ce qui fut autorisé par un acte secret.

## Actes secrets

Le quotidien « O Estadão » a dévoilé en juin l'existence d'actes administratifs de la présidence du Sénat qui n'ont pas été publiés dans les bulletins officiels comme le demande la loi. Près de 600 actes ont été utilisés depuis 1995 pour la nomination et la promotion de fonctionnaires, dans plusieurs cas en pratiquant le népotisme, la création de postes, la distribution et l'augmentation de bénéfices comme des assurances médicales viagères aux parlementaires et leurs familles. Entre les noms des parlementaires ayant signé ces actes et de ceux en ayant bénéficié, on retrouve les partis les plus importants: PT, DEM, PMDB, PSDB, PDT, PSB, PRB, PTB et PR.

## Billets aériens

Les parlementaires brésiliens disposent, en plus de leur salaire, plusieurs bénéfices comme celui du paiement d'un cota de billets aériens pour que députés et sénateurs puissent se déplacer dans leurs régions d'origine. Toutefois, quoique la loi établisse ce bénéfice elle ne précise pas les conditions de son attribution. Ainsi, les montants annuels peuvent varier entre 5 mille et 33 mille reais par parlementaire, y compris pour ceux du District Fédéral où se trouve le Congrès National et pour lesquels le déplacement ne se fait pas par avion. Depuis avril 2009, l'usage indu de ces cotas est devenu public : des billets ont été émis au bénéfice des personnes non investies dans les activités du parlement: le député Fabio Faria (PMN-RN) et même le président de la Chambre Michel Temer (PMDB-SP) ont employé leurs cotas au bénéfice de parents et d'amis.



D'autres, comme Fernando Gabeira (PV-RJ), Odair Cunha (PT-MG) ou Inocêncio Oliveira (PR-PE) pour financier même des voyages à l'étranger (au total les parlementaires en ont effectués 49 entre 2000 et 2008). Quelques sénateurs ont utilisé l'argent pour louer des jets privés, comme Tasso Jereissati (PSDB-CE), Mário Couto (PSDB-PA), Jeffersom Praia (PDT-AM) et Heráclito Fortes (DEM-PI). Le cas du député Luiz Bittencourt (PMDB-GO) est analysé par le STF: il est soupçonné d'avoir vendu ses passages à une agence de tourisme. Après l'éclatement du scandale, le Congrès mis en agenda la discussion d'un nouveau règlement qui limite l'usage des passages aux parlementaires et ses assesseurs et que pour les voyages nationaux.

## Affaires de Paulo Maluf

Les affaires sont anciennes, mais ce n'est que depuis quelques années que la justice est parvenue à conclure des enquêtes et ouvrir un procès contre Paulo Maluf. Député fédéral (PP-SP), l'ex maire de São Paulo a été condamné par la justice à la restitution de 4,9 millions de reais pour malversations administratives commises pendant sa gestion à la mairie. L'homme politique, son épouse et leurs quatre fils comparaissent à un procès judiciaire pour avoir surfacturés 300 millions de reais dans des marchés publics et les avoir envoyés dans des paradis fiscaux. En 2005, l'office de construction (procuradoria) l'a dénoncé pour corruption passive, blanchissement d'argent et évasion de divises. Les enquêtes soupçonnent l'existence de 500 millions de dollars dans des comptes de la famille Maluf à l'étranger. L'argent public aurait été détourné depuis les années 70, lorsqu'il a été nommé maire de São Paulo, en pleine dictature.

## Détournement de fonds du BNDES

Fin avril 2008, l'opération Sainte Térèse menée par la Police Fédérale a trouvé des indices de l'existence d'un système de corruption qui toucherait la Banque Nationale de Développement Économique et Social. Le député Paulo Pereira da Silva (PDT-SP) a été soupçonné d'avoir été l'intermédiaire d'un prêt de 124 millions de reais à la mairie de Praia Grande (SP). En septembre, une audit interne de la banque a conclu à l'inexistence d'irrégularités dans les prêts et en décembre le député a été innocenté par le Conseil d'Éthique de la Chambre des Députés. Néanmoins, il comparait encore à un procès au le Supérieur Tribunal Fédéral (STF).

## Le cas « renangate »

Des accusations de corruption ont été faites par la presse contre le sénateur Renan Calheiros (PMDB-AL) depuis mai 2007. Selon le magazine Veja, la pension d'une maitresse du sénateur serait payée par un entrepreneur. Le sénateur a justifié ces paiements par les revenus du commerce de bétail, mais des experts ont trouvé des irrégularités dans la documentation qu'il avait présentée. Plusieurs demandes ont été déposées contre lui dans le conseil d'éthique: pour avoir favorisé l'entreprise de boissons Schincariol en faisant du lobby face à la sécurité sociale (INSS) et aussi pour avoir acheté un groupe d'entreprises de communication en Alagoas, par un tiers. Le 4 décembre il a renoncé à la présidence du Sénat, dans la même session les sénateurs ont rejeté la demande de cassation contre lui (48 votes contre 29 favorables et 3 abstentions).





## Sangues: la mafia des ambulances

La Police Fédérale a mis en place en mai 2006 une opération pour désarticuler une bande qui commettait des fraudes dans les appels d'offre pour l'achat d'ambulances. Le système, qui a impliqué plusieurs députés, sénateurs et assesseurs, avait depuis 2001 détourné près de 110 millions de reais. Une Commission Parlementaire d'Enquête (CPI) a été créée en juin et a recommandé l'ouverture de procès de cassation de 72 parlementaires. Jusqu'à 2007 seuls 34 avaient été accusés par la police pour crime de corruption. Le conseil d'éthique de la Chambre des Députés a décidé, en avril 2007, de ne pas appliquer de punitions aux parlementaires impliqués dans le scandale et qui ont été réélus, en justifiant cela par « l'absolution des urnes ».

## Mensalinho

En septembre 2005 un scandale touchait le président de la Chambre des députés, Severino Cavalcanti (PP-Pernanbuco). La presse a dénoncé la réception d'un pot-de-vin payé par l'entrepreneur Sabastião Augusto Buani, concessionnaire du restaurant Fiorella qui fonctionnait dans le bâtiment de l'Assemblée. Severino a été accusé d'avoir prorogé de façon illégale la concession du restaurant, sans un appel d'offre, en ayant reçu 40 mil reais en avril 2002, alors qu'il était le premier secrétaire de la chambre. L'entrepreneur a affirmé également avoir versé des cotas mensuels (raison pour laquelle le scandale est appelé mensalinho) de 10 mil reais entre mars et novembre 2003. L'opposition et la Police Fédérale ont initié des enquêtes et le 21 septembre 2005 Severino a renoncé à son poste de président de la Chambre. En 2008 il s'est fait élire maire de la ville João Alfredo, dans l'État de Pernanbuco.

## Mensalão

En mai 2005 le scandale du mensalão est révélé et met en cause le PT. Il s'agit d'opérations de financement parallèle et de pots-de-vin mensuels versés par le gouvernement à des parlementaires de l'opposition pour s'assurer de leur soutien au Parlement (argent contre vote de lois dont la fréquence mensuelle justifie l'emploi du mot mensalão). Cela entraîne une crise politique, l'opposition envisage une procédure d'impeachment mais écarte finalement cette solution. Plusieurs personnalités du PT impliquées dans cette affaire démissionnent de leur poste au gouvernement ou dans les instances du parti, dont les ministres José Dirceu et Antônio Palocci. Les médias donnent une très grande visibilité à ce scandale qui a un fort impact, étant donné que le PT a toujours fait appel à son capital éthique comme axe essentiel de son patrimoine de valeur. La direction nationale du PT (précisément le groupe de São Paulo) a cédé au système brésilien d'échanges de faveurs, dérivant vers la corruption.

Cela peut s'expliquer en partie par le système de présidentialisme de coalition. Le PT ne contrôlait que 18% des sièges au Parlement, ce qui rend les alliances nécessaires. Pour que les lois proposées par le gouvernement puissent être votées au Parlement malgré un rapport de force défavorable (et une base d'alliances instable) le PT a donc poussé ses instruments de persuasion/négociation au-delà de la légalité. En ce sens, le versement mensuel aux députés de l'opposition (comme par exemple Roberto Jefferson – alors dirigeant du PTB – dont l'arrestation a mis à jour le système du mensalão) peut être qualifiée de « corruption de gouvernement ».



Cette crise a entraîné le départ de quelques centaines de cadres et militants et d'une demi douzaine de députés qui sont passés au PSOL (fondé peu de temps auparavant par des parlementaires critiques expulsés du PT, comme Heloisa Helena ou Luciana Genro). Les militants réclament une refondation du parti et une réorientation de la politique économique du gouvernement, pour préserver le patrimoine éthique et redémocratiser le fonctionnement du parti. Lula a présenté publiquement ses excuses au peuple brésilien. Par la résolution du 16 août 2005 la direction du PT a fait de même, reconnaissant les graves irrégularités commises par certains de ses cadres dirigeants à l'insu des instances formelles du parti. En outre, la direction du PT a promis la transparence totale des investigations et la reconstruction démocratique des mécanismes de direction et des relations entre le gouvernement et le parti. (OPALC, 2009, pp.36)

## Violation de l'écran de votation du Sénat

Avril 2001. Une enquête a démontré que l'écran du Sénat a été violé lors de la votation de la cassation du sénateur Luiz Estevão (PMDB-DF), le 28 juin 2000. L'investigation des experts et les témoignages des fonctionnaires du service informatique du Sénat ont confirmé le viol. Le président du Sénat, Antônio Carlos Magalhães (PFL-BA), et le leader du gouvernement au Sénat, José Roberto Arruda (alors du PSDB-DF), ont été accusés d'être les responsables. Dans le conseil d'éthique, des procès de cassation ont été ouverts. En mai, les sénateurs ont renoncé à leurs mandats pour éviter la cassation et la perte de leurs droits politiques. Dans les élections 2002, ACM a été élu sénateur pour l'État de Bahia.

### Sources de presse utilisées

<http://www.dcomercio.com.br/muco/Canal.aspx?canal=12>

<http://oglobo.globo.com/pais/mat/2009/07/29/as-denuncias-contra-sarney-na-linha-do-tempo-757032322.asp>

<http://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u664706.shtml>

[http://www.estadao.com.br/estadaodehoje/20090623/not\\_imp391483,0.php](http://www.estadao.com.br/estadaodehoje/20090623/not_imp391483,0.php)

<http://www.estadao.com.br/noticias/nacional,veja-a-cronologia-do-escandalo-das-passagens-no-congresso,358879,0.htm>

<http://www.dcomercio.com.br/muco/Canal.aspx?canal=12>

<http://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u427418.shtml>

<http://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u351342.shtml>

<http://www1.folha.uol.com.br/folha/especial/2006/mafiadossanguessugas/>

[http://veja.abril.com.br/idade/exclusivo/070905/noticia\\_severino.html](http://veja.abril.com.br/idade/exclusivo/070905/noticia_severino.html)

[http://veja.abril.com.br/250401/p\\_052.html](http://veja.abril.com.br/250401/p_052.html)

<http://www.consciencia.net/corrupcao/acm.html>



## Contexte international

Le Brésil apparaît depuis 2003 comme une puissance émergente de premier plan aux côtés de pays comme la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud... L'activisme diplomatique du gouvernement Lula a donné au pays une visibilité sans précédent sur la scène internationale. En témoignent le nombre important de thèmes inscrits à l'agenda des diplomates brésiliens : conclusion du cycle de Doha à l'Organisation Mondiale du Commerce, candidature à un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, intervention en Haïti sous mandat des Nations Unies, rapprochement avec les autres puissances émergentes (forum IBAS, BRICs...), politique africaine du Brésil, diplomatie des agrocarburants, lutte contre la pauvreté au niveau mondial,...

35

En Amérique du Sud, le Brésil a joué un rôle d'équilibre et de moteur de l'intégration régionale, bénéficiant d'un relâchement de l'intérêt des Etats-Unis pour la région. La politique modérée du gouvernement Lula a en effet permis de contrebalancer les invectives de gouvernements plus véhéments et perturbateurs, comme le Venezuela de Hugo Chavez ou la Bolivie de Evo Morales. L'intégration régionale en Amérique du Sud a bénéficié d'une impulsion sans conteste, avec le lancement de l'Unasul en 2008 (initiative qui fait suite au projet IIRSA, lancé par le Brésil en 2000), le renforcement du Mercosur (création d'un parlement régional, processus d'intégration du Venezuela,...) et les bons offices offerts par le gouvernement brésilien en cas de tensions (au Venezuela en 2002, en Bolivie en 2008,...).

Les élections d'octobre 2010 auront donc également pour enjeu la poursuite ou non de cette diplomatie active et visible. En effet, même si les diplomates brésiliens de l'Itamaraty (le Ministère des Affaires Extérieures brésilien) sont un facteur d'inertie essentiel, grâce à un esprit de corps très développé, la diplomatie brésilienne s'est organisée depuis 2003 autour de la figure charismatique du président Lula, emblème de la gauche syndicaliste, bénéficiant d'une popularité sans précédent, aussi bien au Brésil qu'à l'étranger. Le Soft Power brésilien est donc tributaire en partie de la figure présidentielle.

Pour continuer le processus qui a vu le Brésil gagner un poids important dans les relations internationales, le successeur de Lula devra poursuivre cet activisme, cet œcuménisme pragmatique, qui a donné une visibilité claire au pays. Si la diplomatie brésilienne retourne à des positions plus modestes, elle risque de sous-employer les ressources économiques, diplomatiques et d'influence que le Brésil a accumulées au cours de la décennie.



## Le Brésil. Acteurs des élections de 2010

### Les principaux partis politiques

36

#### PARTIDO DOS TRABALHADORES (PT)



**Date de création** : 10 février 1980.

**Reconnaissance légale** : 1982

**Positionnement idéologique actuel** : centre-gauche et gauche (diverses tendances internes)

**Affiliations internationales** : membre de la COPPAL

**Implantations territoriales** : dans tout le pays mais particulièrement dans le Nord et le Nordeste (depuis 2002)

**Président actuel** : Ricardo Berzoini

**Mode de désignation des dirigeants** : vote interne (*Processo de Eleições Diretas – PED*)

**Mode de désignation des candidats** : Négociation interne entre dirigeants des tendances

**Nombre d'adhérents** : 1.062.869 (chiffres fournis par le parti)

**Périodes au gouvernement** : 2002-2006 et 2006-présent (présidence de Luis Inácio Lula da Silva)

**Siège** : Brasília

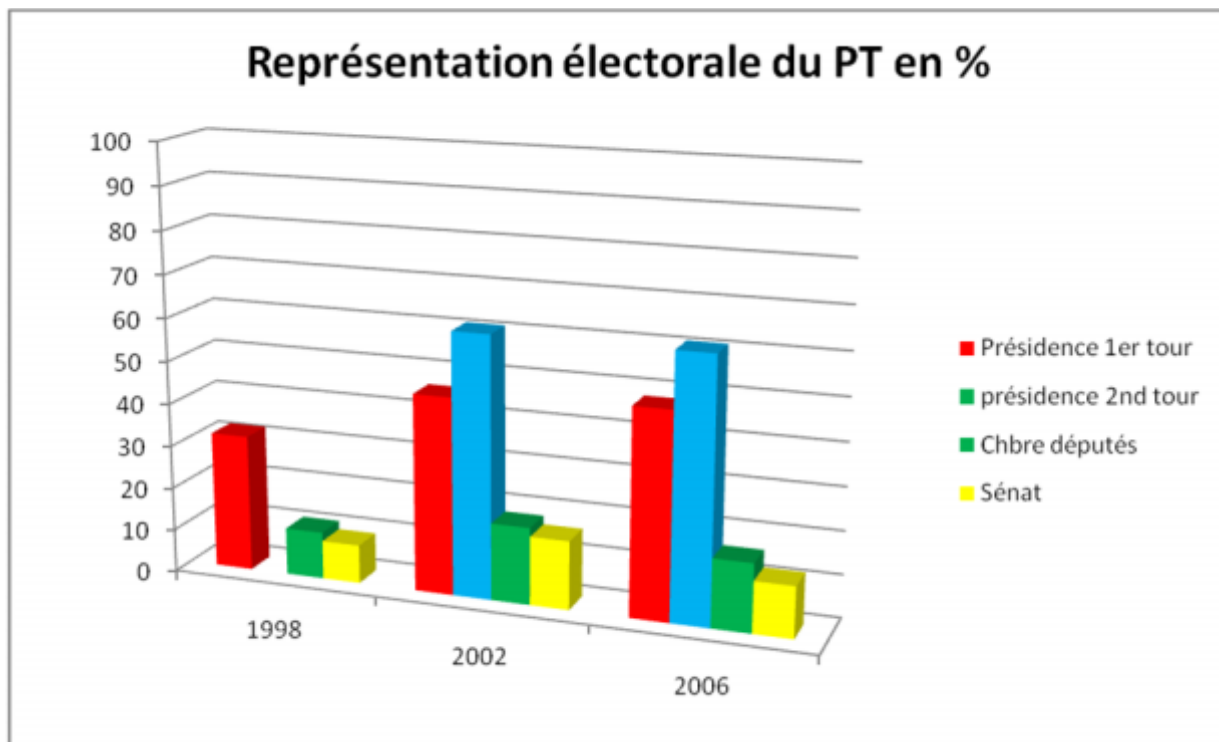
**Site officiel** : <http://www.pt.org.br>



# Brésil 2010

Année	1998	2002	2006
élections			
Présidence (nombre de voix en % au premier tour)	Luis Inácio Lula da Silva 1 <sup>er</sup> tour : 31.7	Luiz Inacio Lula da Silva 1 <sup>er</sup> tour : 46.4 2 <sup>e</sup> tour : 61.3	Luiz Inacio lula da silva 1 <sup>er</sup> tour : 48.3 2 <sup>e</sup> tour : 60.8
Chambre des députés Nbre sièges/total (513)	58	91	83
Sénat Score renouvellement	3/27 (un tiers)	10/54 (deux tiers)	2/27 (un tiers)
Nbre siège/ total (81)	7	13	10

37





## Histoire du parti

En 1978, le syndicat de métallurgie de l'ABC (São André, São Bernardo, São Caetano), alors dirigé par Lula, exige l'augmentation des salaires des ouvriers métallurgistes de 34% pour récupérer le pouvoir d'achats perdu en 73-74. La grève débute officiellement le 12 mai 1978. Elle touche le centre névralgique de la construction automobile brésilienne et concerne un demi-million de travailleurs. Elle aboutit à une série d'accords négociés directement entre le patronat et les représentants des ouvriers et des employés du secteur, ce qui constitue en soi une première victoire. En effet, le «nouveau syndicalisme» incarné par Lula dans cette lutte contestait la rigidité de la législation sociale héritée du gouvernement de Vargas qui plaçait les négociations entre les partenaires sociaux sous la tutelle de l'Etat. Les grèves de l'ABC se poursuivent jusqu'en 1980 mais cette année-là la loi de Sécurité Nationale vient frapper les dirigeants syndicaux, dont Lula, qui doit quitter la direction du syndicat des métallurgistes. Il va alors se convaincre de la nécessité de compléter l'action syndicale par la lutte politique. C'est de ce constat que naît le PT le 10 février 1980, au Collège de Sion (São Paulo).

38

Lula déclare alors : « L'originalité du PT c'est qu'il a été créé à partir de la volonté d'un groupe de syndicalistes de donner une expression politique aux aspirations du monde du travail ». Elu député de l'Assemblée constituante en 1986, Lula sera candidat du PT aux élections présidentielles de 1989, 1994 et 1998. Toutefois, ces trois élections se soldent par des défaites pour le candidat et son parti. Pendant ses premières années le PT est un parti peu institutionnalisé, surtout tourné vers l'activité sociale et syndicale. A partir de 1995, la consolidation du PT se recentre peu à peu autour d'un projet modéré, à travers la main mise de la tendance majoritaire (Articulação) emmenée par José Dirceu. La composition des cercles dirigeants du parti se transforme au profit d'un personnel mieux doté en capitaux (culturel, scolaire etc.), ce qui fragilise la présence de classes populaires au sein du parti (Martins Rodrigues 1991). La présence croissante des intellectuels dans le parti va également lui permettre d'asseoir sa crédibilité et sa respectabilité politique. L'aile modérée du parti se professionnalise et amorce une stratégie électorale ayant pour but de courtiser les classes moyennes qui vont peu à peu devenir majoritaires parmi les militants et sympathisants du parti.

La croissance électorale du PT est progressive, tant au niveau national que municipal. Aux municipales de 2000, le PT gagne dans 17 des 62 plus grandes villes du Brésil. L'ambition présidentielle s'appuie sur une base de plus en plus solide. Pour les élections présidentielles de 2002, Lula est désigné candidat du PT pour la quatrième fois consécutive. Afin de viser la conquête effective du pouvoir, la direction du PT révisé entièrement non seulement sa stratégie de communication, mais aussi son projet pour le Brésil. Le nouveau Lula est un «Petit Lula paix et amour» (Lulinha paz e amor) présente sa Lettre au peuple Brésilien (un programme de gouvernement réformiste édulcoré) et s'engage à respecter les engagements internationaux du Brésil. La page des attaques contre le grand capital est tournée. José Alencar, du Parti Libéral (droite) est choisi aux côtés de Lula comme candidat à la vice-présidence. La nouvelle stratégie est payante, puisque Lula est largement élu au 2<sup>e</sup> tour.

De parti de contestation, le PT s'habille de son nouveau rôle de parti de gouvernement. Les tensions internes au parti s'amplifient, et plusieurs députés sont exclus dès 2003 (ils formeront le PSOL). Pragmatique, élargissant sa base d'alliances, puis entaché en 2005 par des pratiques de corruption, le PT perd aux yeux de la population sa singularité dans l'espace politique brésilien.



# Brésil 2010

Malgré cette crise du PT, Lula impose son charisme et sa personnalité. Il amplifie également les programmes de redistribution, particulièrement la Bolsa Familia. Il est réélu sans difficulté en 2006. Les élections municipales de 2008, considérées comme un test pour l'échéance de 2010 confirment une fois l'ascension du PT. Néanmoins le PT n'a pas su reconquérir des municipalités clés symboliquement (comme Porto Alegre) ou économiquement (comme la ville de São Paulo où l'ex ministre Marta Suplicy a essuyé une lourde défaite) (Louault 2009).

Devant l'impossibilité pour Lula de présenter pour un troisième mandat, le PT va pour la première fois présenter aux élections présidentielles un(e) candidat(e) autre que le fondateur du parti. Un des défis pour le PT consiste à capitaliser de manière satisfaisante le vivier électoral de Lula de manière à remporter les élections.

39

## Lumière sur : La fin de l'ère Lula.

Ne pouvant se présenter pour un troisième mandat, Lula cède sa place. Ce sera la première élection au suffrage universel depuis le retour à la démocratie sans que Lula ne soit candidat. Le Président termine son mandat sur un record de popularité (près de 80% d'opinions favorables). Les prochaines élections questionnent malgré cela directement l'avenir du PT. Lula a déjà désigné la candidate qui souhaite voir lui succéder pour briguer la présidence en 2010. Il s'agit de l'actuelle ministre Dilma Rousseff. La stratégie de Lula consiste à soutenir ouvertement et à porter la future candidate durant la campagne afin de lui transmettre sa popularité. La confiance des électeurs pour le président va-t-elle constituer un transfert de voix en direction de la candidate du PT ? Rien n'est moins sûr.

La fin de l'ère Lula risque de mettre en relief les faiblesses du PT. Le Président Lula par son charisme, son histoire et par la bonne santé actuelle du pays est considéré aujourd'hui comme une personnalité politique unique au Brésil, un homme providentiel au dessus des appareils partisans. De plus le Président a su opérer volontairement un détachement vis-à-vis du PT, notamment lors des grands scandales de corruption, à l'image de l'affaire du mensalão en 2005.

Les critiques se cristallisent d'avantage autour du PT, qui en devenant un parti de gouvernement a contredit son discours originel d'éthique pour s'accommoder et s'adapter au jeu politique brésilien. Le dernier exemple en date concerne l'affaire José Sarney ancien président et membre du PMDB qui malgré des accusations de corruption a été sauvé par la voix des élus du PT lors d'un vote de jugement politique au Sénat. Cet épisode illustre bien la complète intégration du PT au système politique brésilien et génère une désillusion auprès des électeurs qui pourrait bien être sanctionnée lors du prochain scrutin.

Références bibliographiques :

<http://www.pt.org.br/>

<http://www.tse.gov.br/>



## PARTI DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE BRESILIENNE (PSDB)



40

**Date de création :** 25 juin 1988

**Positionnement idéologique actuel :** social-démocratie, centre.

**Affiliations internationales :** Organisation Démocrate Chrétienne des Amériques (membre observateur); Internationale Démocrate Centriste

**Implantations territoriales :** 26 Etats et district fédéral. Mieux implanté dans le Sudeste et dans le Sud.

**Président actuel :** Sergio Guerra

**Mode de désignation des dirigeants :** vote interne

**Mode de désignation des candidats :** vote interne

**Périodes au gouvernement :** 1995-1999 et 1999-2003 (présidence de Fernando Henrique Cardoso)

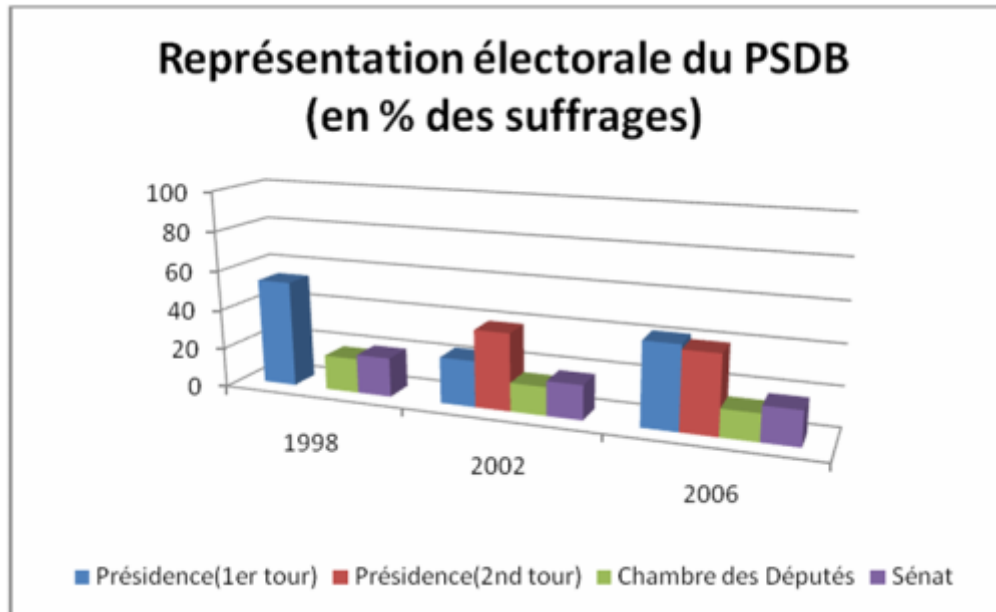
**Siège :** Brasilia

**Site Internet Officiel:** [www.psdb.org.br](http://www.psdb.org.br)

La mascotte du parti est un Toucan bleu et vert. C'est pour cette raison que l'on désigne les membres du PSDB par le surnom « os tucanos ».

élections \ date	1998	2002	2006
Présidentielle % des voix (rang)	53,6% (1 <sup>er</sup> ) *F.H. Cardoso élu Président	23,2% au premier tour (2 <sup>e</sup> ) José Serra 38,7% au second tour (2 <sup>e</sup> )	41,6% au premier tour (2 <sup>e</sup> ) – G. Alckmin 39,2% au second tour (2 <sup>e</sup> )
Chambres des Députés nombre de sièges/total (513)	99	71	65
Sénat score renouvellement ----- nombre de sièges/total (81)	4/27 (renouvellement un tiers) ----- 16	8/54 (renouvellement deux tiers) ----- 14	5/27 (renouvellement un tiers) ----- 14





## Histoire du parti

Le Partido da Social Democracia Brasileira (Parti de la Social-démocratie du Brésil) a été fondé le 25 juin 1988. Il est né d'une scission opérée au sein du Partido do Movimento Democrático Brasileiro (PMDB), lors des travaux de l'Assemblée constituante, achevés en 1988. Un groupe de 48 députés situés à l'aile gauche du PMDB, décidèrent de quitter le parti pour fonder un Parti de la Social-Démocratie Brésilienne.

Ils créèrent le PSDB dans une optique de renouvellement des options politiques et d'union de différents courants politiques tels les sociaux démocrates, les démocrates chrétiens, ou encore les libéraux. Bien que s'en inspirant, le PSDB n'a pas d'affiliation avec l'internationale socialiste (réunissant les partis se réclamant de la social-démocratie). Le PSDB revendique son originalité sur l'échiquier politique. Il s'inscrit dans la théorie de la « troisième voie », qui suppose des compromis entre les visions sociétales capitalistes et socialistes. L'influence dominante en économie reste cependant le néolibéralisme.

On compte parmi les membres fondateurs du parti des personnalités politiques de premier plan telles que le Gouverneur de São Paulo José Serra, l'ancien Président de la République Fernando Henrique Cardoso, le gouverneur de Minas Gerais Aécio Neves, l'ex-gouverneur de São Paulo et ex-candidat à la présidentielle Geraldo Alckmin, ou encore un autre ex-gouverneur de São Paulo: Mário Covas (1930-2001).



# Brésil 2010

Le PSDB s'est rapidement imposé dans le panorama politique brésilien. Le sommet de cette trajectoire a été la présidence du sociologue Fernando Henrique Cardoso de 1994 à 2002. Nommé en 1993 ministre de l'Economie et des Finances, « FHC » mit en place le Plan Real, et parvint à mettre un terme en quelques semaines au fléau inflationniste qui avait fait tomber tant de ministres. Ce succès lui conféra une grande crédibilité, et lui permit d'être élu Président de la République dès le premier tour l'année suivante. Leader incontesté de son parti, Cardoso fut ensuite réélu en 1998. Pendant cette période, le gouvernement, privilégiant la stabilité politique, appliqua une politique de privatisations et de réformes structurelles de sensibilité néolibérale.

Créé il y a maintenant 20 ans, le PSDB apparaît comme un acteur incontournable de la vie politique brésilienne. Il est aujourd'hui la principale force d'opposition électorale au Parti des Travailleurs. Toutefois, en termes programmatiques, les propositions des groupes majoritaires du PT et du PSDB sur plusieurs dossiers sont relativement proches. C'est le cas notamment en termes de politique économique ou de politique de sécurité. Mais pris dans des querelles internes (et notamment des conflits de personnalités), et en raison de stratégies électorales hasardeuses (choix du candidat, thèmes de campagne, etc.), le PSDB n'est pas parvenu en 2006 à profiter de la fragilisation du PT (scandale du Mensalão) pour déstabiliser Lula et lui reprendre le pouvoir.

42

#### Références bibliographiques

- <https://www2.psd.org.br/home/index.php> (consulté le 20/11/09)
- [http://electionresources.org/br/index\\_es.html](http://electionresources.org/br/index_es.html) (consulté le 20/11/09)
- <http://www.tse.gov.br/internet/index.html> (consulté le 20/11/09)
- <http://www.senado.gov.br/sf/> (consulté le 20/11/09)
- <http://www2.camara.gov.br/> (consulté le 20/11/09)



## PARTI DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE BRÉSILIEN (PMDB)



43

**Date de création :** 30 juin 1981 comme PMDB (Date de création initiale: 4 décembre 1965 comme MDB, Movimento Democrático Brasileiro)

**Positionnement idéologique :** pluriel (parti essentiellement structuré autour de leaders locaux)

**Implantation territoriale :** ensemble du territoire, et notamment Rio de Janeiro, Minas Gerais, Paraná, Pará

**Affiliation internationale :** aucune

**Président actuel :** Michel Temer

**Mode de désignation des dirigeants :** élection à la majorité relative des voix (au moins 20% des votes)

**Mode de désignation des candidats :** élection à la majorité relative (au moins 20% des votes)

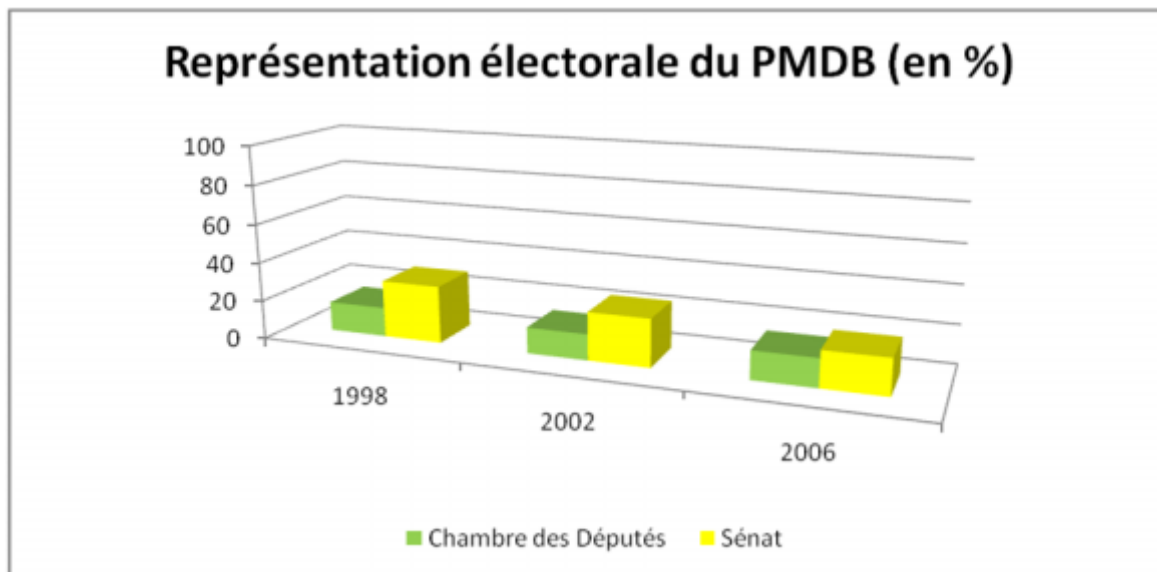
**Nombre d'adhérents :** 2.099.200 (chiffres fournis par le parti)

**Périodes au gouvernement :** Tous depuis 1985 (force partisane de coalition)

**Siège :** Brasília

**Site internet national officiel :** <http://www.pmdb.org.br>

date	1998	2002	2006
élections			
Présidentielles % des voix (rang)	Pas de candidat au premier tour	Pas de candidat officiel soutien à José Serra (PSDB)	Pas de candidat officiel soutien à Lula (PT)
Chambres des Députés nombre de sièges/total (513)	83	76	89
Sénat score renouvellement ----- nombre de sièges/total (81)	12/27 (renouvellement un tiers) ----- 24	9/54 (renouvellement deux tiers) ----- 20	4/27 (renouvellement un tiers) ----- 15



## Histoire du parti

Le PMDB est le successeur du MDB, Movimento Democrático Brasileiro. Le MDB fut fondé le 4 décembre 1965 de façon informelle, et devint officiellement le parti d'opposition à l'Arena (parti du gouvernement militaire) le 24 mars 1966. Son président de l'époque était un général, Oscar Passos, et son vice-président Ulisses Guimarães. Obtenir l'inscription du MDB ne fut pas facile. Il n'obtint l'adhésion même temporaire de 120 députés et de 20 sénateurs, nécessaire pour être inscrit en tant que parti, qu'avec l'appui du président brésilien lui-même qui convainc quelques sénateurs de rejoindre le MDB. Ce dernier souhaitait l'existence d'un parti officiel d'opposition pour donner au régime dictatorial une apparence démocratique.

Le nouveau parti n'obtint son premier gouverneur d'État qu'en 1970. Dès 1971, le MDB émit l'idée de convoquer une assemblée nationale constituante. Avec la crise pétrolière et la fin du miracle économique, le MDB assume définitivement le rôle de récepteur des insatisfactions du peuple Brésilien, et ce à tous les niveaux. La même année, le parti obtient 16 sénateurs, le plus grand nombre depuis sa création (l'Arena n'élit que 6 Sénateurs). Aux élections législatives, il gagne 44% des sièges. En 1976, aux municipales, le MDB progresse encore. En 1978, et obtient 45% des sièges à la Chambre des députés et 38% au Sénat. Le gouvernement perd même Teotônio Vilela, qui rejoint le MDB en 1979.

En 1979, à la suite d'une réforme du gouvernement militaire mettant fin au bipartisme, le MDB se transforme en PMDB. En 1981, le Parti Populaire (PP, créé en 1980 par Tancredo Neves), s'incorpore au PMDB malgré l'opposition de la dictature. Aux élections de 1982, le PMDB obtient de nombreux gouverneurs, notamment ceux des États de São Paulo, Minas Gerais et Rio de Janeiro. En août 1984, Tancredo Neves et José Sarney sont nommés respectivement candidats du PMDB à la présidence et à la vice-présidence. Le PMDB reçoit à cette occasion l'appui de figures du futur Partido da Frente Liberal (PFL).



# Brésil 2010

Le 15 janvier 1985, Neves est élu à la présidence du Brésil mais il meurt le 21 avril. Sarney assume alors la présidence de la Nation. A l'époque, le PMDB détient également la présidence de la Chambre des députés et du Sénat.

En 1988, le président de la Chambre des députés, Ulysses Guimarães, promulgue la nouvelle Constitution du Brésil. En 1990, le PMDB perd la présidence de la République au profit de Collor de Mello. Néanmoins, après la destitution de ce dernier, le PMDB gagne une grande influence sur le gouvernement. Sous le gouvernement de Cardoso, le PMDB est l'un de ses principaux soutiens à la Chambre des députés, bien qu'il hésite dans un premier temps entre appui au gouvernement et opposition. En 1997, il devient le parti le mieux représenté à la Chambre des députés.

En 2002, le PMDB ne présente pas de candidat à la présidentielle. Une fraction du parti, dont l'ex-président José Sarney, appuie la candidature du candidat du PT, Lula, au second tour de l'élection. Lula gagne les élections et le PMDB, qui soutenait au premier tour le candidat du PSDB, conserve des ministères. En 2003, José Sarney est élu président du Sénat. Le parti est alors la première force au Sénat et la troisième à la Chambre des députés. Pour l'élection présidentielle de 2006, le PMDB opte pour un soutien à Lula dès le premier tour. Il est aujourd'hui le premier parti à la Chambre des députés avec 89 des 513 sièges, et renforce sa place au sein du gouvernement.

Pas de candidat pour les présidentielles de 2010 (alliance avec le PT)

Références bibliographiques :

<http://www.pmdb.org.br/executiva.php> (consulté le 20/11/09)

[http://electionresources.org/br/index\\_es.html](http://electionresources.org/br/index_es.html) (consulté le 20/11/09)

<http://www.tse.gov.br/internet/index.html> (consulté le 20/11/09)

<http://www.senado.gov.br/sf/> (consulté le 20/11/09)



## PARTIDO SOCIALISMO E LIBERDADE (PSOL)



46

**Date de création :** 6 juin 2004

**Positionnement idéologique actuel :** gauche anticapitaliste

**Affiliations internationales :** IVe Internationale

**Implantations territoriales :** Fortaleza, Maceió, Porto Alegre, Rio de Janeiro, São Paulo

**Président actuel :** Heloísa Helena

**Mode de désignation des dirigeants :** vote interne

**Mode de désignation des candidats :** vote interne

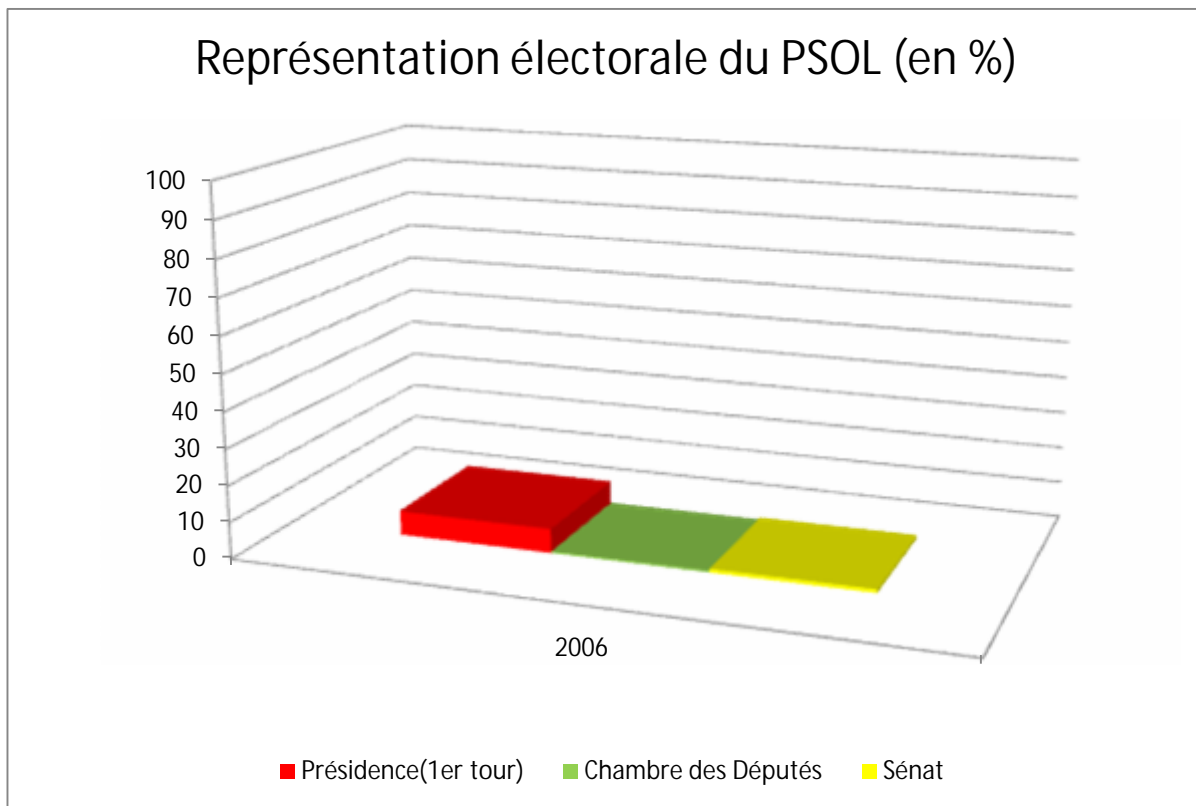
**Nombre d'adhérents :** non communiqué

**Périodes au gouvernement :** aucune

**Siège :** Brasília

**Site web officiel :** <http://www.psol.org.br>

Elections \ Date	2006
Présidentielles % des voix (rang)	6,9% (3 <sup>e</sup> )
Chambre des députés nombre de sièges/total (513)	3
Sénat score renouvellement ----- nombre de sièges sur total (81)	0/27 (renouvellement un tiers) ----- 1



## Histoire du parti

Avec d'autres membres dissidents du PT, eux aussi expulsés du parti le 14 décembre 2003 (Luciana Genro, Babá, João Fontes) Heloisa Helena a fondé, le 6 juin 2004, le Partido Socialista e Liberdade (PSOL), d'inspiration trotskiste. Le parti a été officiellement enregistré auprès de la Justice Electorale brésilienne le 15 septembre 2005. Son 1<sup>er</sup> Congrès National s'est tenu en juin 2007 à Rio de Janeiro.

Le PSOL est né de dissidences au sein du PT (Partido dos Trabalhadores) et du PSTU (Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado) au sujet des réformes mises en avant par le gouvernement Lula (notamment la réforme du Sénat et des services publics comme la sécurité sociale), que certains membres du PT et du PSTU ont jugées trop libérales et contraires à l'idéologie socialiste.

A sa création, le PSOL s'est constitué en un parti politique formé de plusieurs tendances au sein desquelles l'Ação Popular Socialista (APS, dirigée par Ivan Valente), l'Enlace Socialista ou Corrente Socialista dos Trabalhadores (CST, dirigé par l'ex-député Babá), le Movimento Esquerda Socialista (MES, emmené par la députée fédérale Luciana Genro), le courant Socialismo revolucionário (SR), des dissidents du PSTU « Poder Popular », le Coletivo Socialismo e Liberdade (CSOL) et le mouvement des Trabalhadores na Luta Socialista (TLS).



# Brésil 2010

Des militants historiques et même certains fondateurs du PT ont rapidement rejoint les rangs du PSOL : Plínio de Arruda Sampaio, Miguel de Carvalho et Edson Albertão. D'autres militants « pétistes » (du PT) affiliés à des mouvements sociaux, comme le dirigeant de la Central Única dos Trabalhadores (CUT) Lujan Miranda, le Secrétaire National des Movimentos Populares du PT, Jorge Almeida, et les députés fédéraux Ivan Valente (São Paulo), Maninha (Distrito Federal), Chico Alencar (Rio de Janeiro), João Alfredo (Ceará) et Orlando Fantazzini (São Paulo).

Aux élections municipales de 2008, le PSOL a recueilli un peu plus de 340.000 voix et réussi à faire élire 30 conseillers municipaux dans différentes villes et capitales fédérales brésiliennes. D'ailleurs, Heloísa Helena a été élue conseillère municipale dans la ville d'Alagoas. Pour ces élections, le PSOL a formé une coalition avec le PSTU et le PCB (Partido Comunista Brasileiro).

48

Considéré à sa création comme un petit parti gauchiste, le PSOL comprend aujourd'hui une partie importante de la gauche qui combat les orientations du gouvernement Lula au sein du PT. Depuis sa création, le parti a affronté le défi de la légalisation et l'a fait sur la base d'une dynamique de fonctionnement de front de courants politiques. Sa vie interne a été, jusqu'à ce moment, déterminée par les accords (et désaccords) entre les principaux courants qui ont constitué le parti début 2004.

Créé il y a seulement cinq ans, le PSOL n'est pas encore parfaitement structuré au niveau organisationnel et idéologique. Désireux de se démarquer des politiques « néolibérales » de Lula, qu'il condamne pour son éloignement vis-à-vis des valeurs socialistes travaillistes, le parti est parfois critiqué pour le flou de ses idées, mêlant différentes tendances et sensibilités politiques le faisant apparaître comme une mouvance de gauche socialiste et altermondialiste.

Néanmoins, à l'approche des élections présidentielles et législatives de 2010, le PSOL était susceptible, d'après certains sondages et pronostics menés au Brésil, d'obtenir plus de suffrages que lors des précédentes échéances électorales. Heloísa Helena était pressentie comme candidate à l'élection présidentielle de 2010, d'autant plus qu'elle jouit d'un soutien important du parti et des militants. Elle pourrait toutefois s'effacer de la course à la présidentielle au profit de Marina Silva (autre déçue du PT), dans le cadre d'une alliance entre le PSOL et le Parti Vert. Pour 2010, Heloísa Helena se porterait ainsi candidate pour reconquérir un poste de Sénatrice.

Références bibliographiques :

<http://www.psol.org.br/nacional/> (consulté le 20/11/09)

[http://electionresources.org/br/index\\_es.html](http://electionresources.org/br/index_es.html) (consulté le 20/11/09)

<http://www.tse.gov.br/internet/index.html> (consulté le 20/11/09)

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMElection?codePays=BRA&dateElection=BRA2006101&codeInstitution=3> (consulté le 20/11/09)

<http://www.senado.gov.br/sf/> (consulté le 20/11/09)

<http://www2.camara.gov.br/> (consulté le 20/11/09)





## PARTIDO VERDE (PV)



**Date de création:** 1986

**Positionnement idéologique actuel:** social démocratie avec priorité environnementale ; développement durable.

**Affiliations internationales:** Fédération des partis verts des Amériques.

**Implantations territoriales:** -

**Président actuel:** José Luiz França Penna.

**Mode de désignation des dirigeants:** non communiqué.

**Mode de désignation des candidats:** non communiqué.

**Nombre d'adhérents:** non communiqué.

**Périodes au gouvernement :** 2002-2006, 2006-présent.

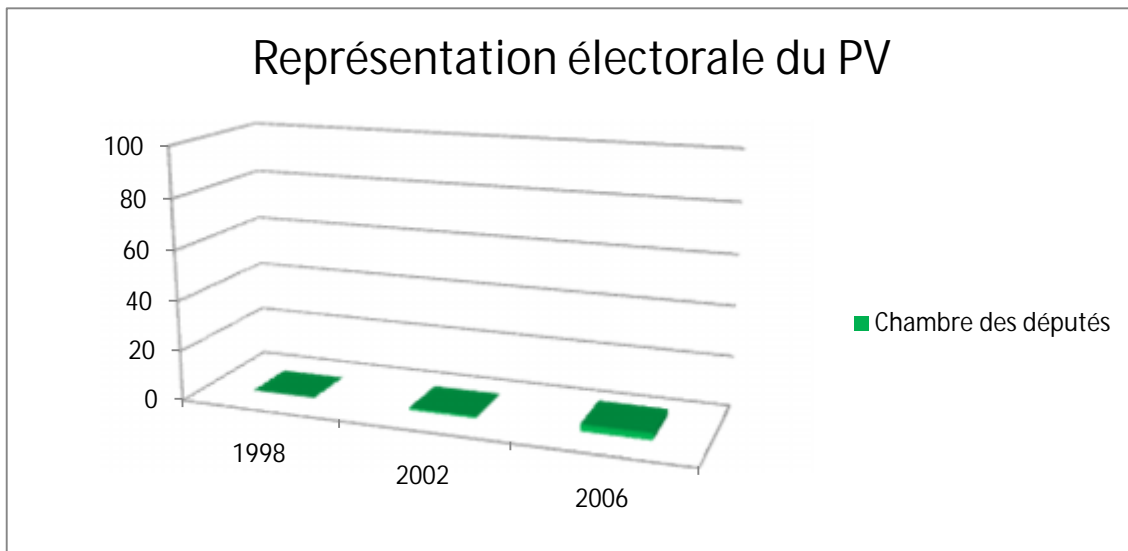
**Siège:** Brasilia

**Site web officiel :** <http://www.pv.org.br/>

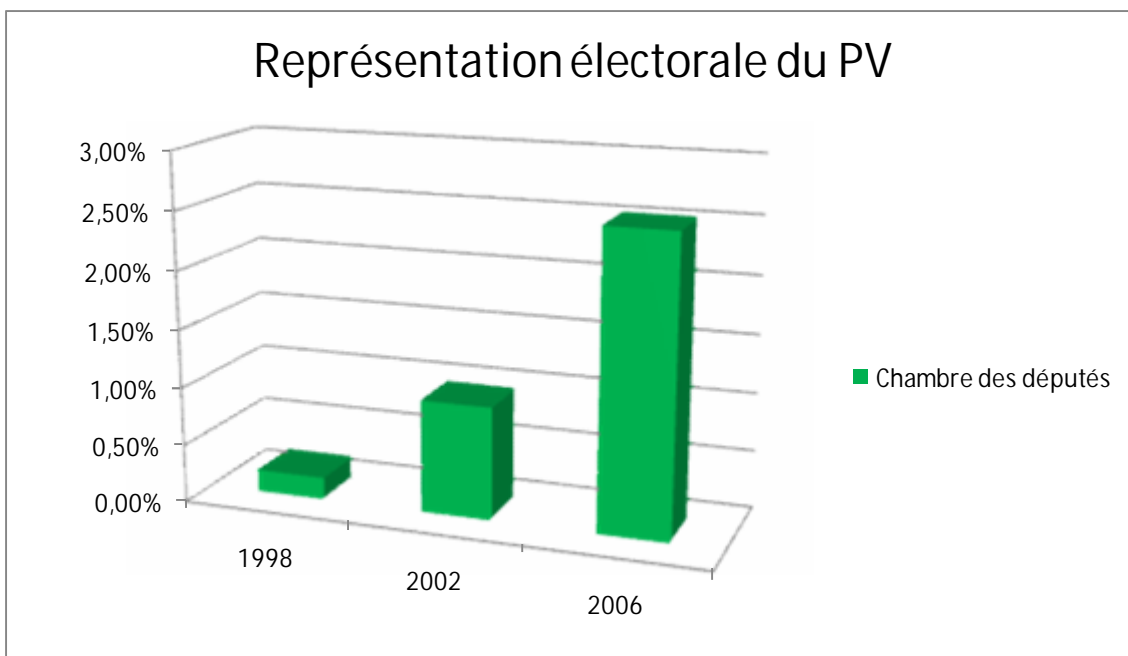
élections \ Année	1998	2002	2006
Présidence (nombre de voix en %)	0.3- Alfredo Hélio Syrkis	-----	----
Chambre des députés Nbre sièges /total(513)	1	5	13
Sénat Score renouvellement	0	0	0
Nbre sièges/ total (81)	0	0	0



# Brésil 2010



50





## Histoire du parti :

La première manifestation politique partisane sous le nom de Parti Vert s'est déroulée dans l'Etat du Paraná en 1982. Le candidat au siège de député fédéral pour le PTB Hamilton Vilela de Magalhães utilisa dans sa campagne le nom de Parti Vert avec une baleine comme symbole. Ce fut néanmoins une manifestation isolée.

Le Parti Vert fut créé en 1986 par un groupe d'intellectuel composé de journalistes, écologistes, artistes et aussi d'anciens exilés politiques. Ont participé à ce groupe fondateur des personnes comme Alfredo Sirkis, Herbert Daniel, Guido Gelli, Lucélia Santos et Fernando Gabeira. L'idéologie sous jacente s'inspire des idées de la gauche environnementaliste européenne. Le PV défend l'idée d'une économie de marché régulée par un état qui veille au développement soutenable et à la réduction des inégalités.

Bien que le Parti Vert ne participe pas aux élections de 1986, le leader Fernando Gabeira dispute les élections pour être gouverneur de l'état de São Paulo dans une alliance informelle avec le PT. Il termine troisième mais sa candidature provoque des réactions de parts et d'autres, notamment des premières manifestations écologiques se déroulent dans les rues. En 1992, les verts du monde entier se rencontrent pour la première fois à Rio de Janeiro. A partir de là débute la formation des Fédérations de Partis Verts avec l'objectif de coopération, d'échanges d'information et de consolidation des programmes. En 1994, Fernando Gabeira est élu député fédéral pour le Parti Vert de l'état de Rio de Janeiro. Réélu en 1998, il reste durant cette période le seul représentant du Parti vert au Congrès National. Le parti vert reste un parti modeste et ne dispose pas d'une force politique couvrant l'ensemble du territoire national.

A partir de 2003, le PV entame une collaboration avec le gouvernement Lula qui durera 28 mois. En 2005 le Parti Vert rompt solennellement son appuie vis-à-vis du gouvernement et fustige ses pratiques contraires à la cause environnementale (légalisation des cultures transgéniques, déforestation...). Durant l'année de 2008, de graves dénonciations concernant l'administration du fond partisan ainsi que l'alliance du parti vert de São Paulo avec le DEM malgré la promesse publique de présenter son candidat propre et démocratiquement élu entraînent le PV dans une profonde crise interne. Malgré cela lors des élections municipales de 2008, le Parti vert est élu pour la première fois dans une capitale brésilienne avec l'élection de la préfète Mícarla de Sousa à Natal dans le Rio Grande do Norte. La décision de Marina da Silva de rejoindre le Parti Vert, et de devenir la candidate relance les ambitions du Parti Vert pour 2010 et lui permet de devenir une alternative crédible face aux deux grands partis : le PT et le PMDB.

Références bibliographiques :

[www.pv.org.br/](http://www.pv.org.br/)

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/BMEncyclopedie/BMPresentation.jsp>

<http://www2.camara.gov.br/>

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/08/20/marina-silva-mauvaise-surprise-pour-lula>

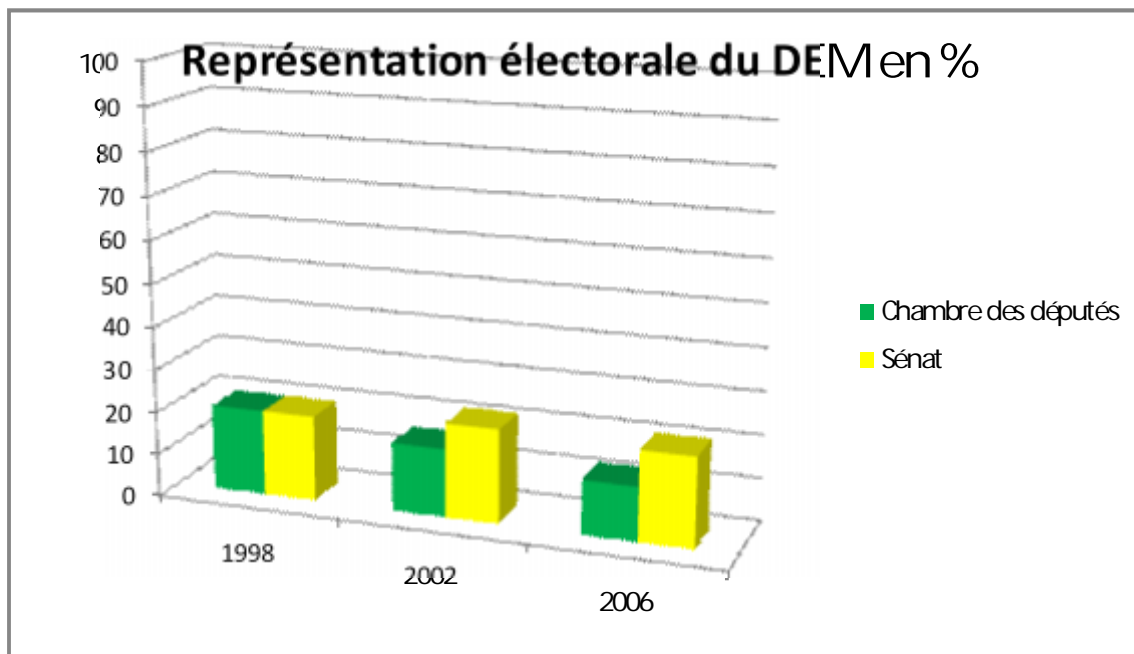


## DEMOCRATAS (DEM)



**Date de création:** 1985 (ancien *Partido da Frente Liberal*, renommé en 2007)  
**Positionnement idéologique actuel:** libéralisme économique et social, droite  
**Affiliations internationales:** Organisation démocrate –chrétienne d'Amérique; Internationale démocrate centriste  
**Implantations territoriales:** Rio de Janeiro, Bahia, Pernambuco, Maranhão, Mato Grosso  
**Président actuel:** Rodrigo Maia  
**Mode de désignation des dirigeants:** scrutin de liste à la majorité qualifiée (80%)  
**Mode de désignation des candidats:** scrutin de liste à la majorité qualifiée (80%)  
**Nombre d'adhérents:** près d'un million (chiffres fournis par les responsables du parti)  
**Périodes au gouvernement:** 1985-1990, 1992-1995 et 1995-2002 (coalitions)  
**Siège:** Brasilia  
**Site web officiel:** <http://www.democratas.org.br/>

élections \ Année	1998	2002	2006
Présidence (nombre de voix en %)	Pas de candidat officiel. Soutien au PSDB	Pas de candidat officiel. Soutien au PSDB	Pas de candidat officiel. Soutien au PSDB
Chambre des députés Nbre siège/ total (513)	105	84	65
Sénat Score renouvellement	5/27 (renouvellement un tiers)	14/54 (renouvellement deux tiers)	6/27 (renouvellement un tiers)
Nbre siège/ total (81)	16	18	17



## Histoire du Parti

En février 2007, le Partido da Frente Liberal (PFL) a pris le nom de Democratas. Ce changement intervint dans le cadre d'un processus de refondation et de modernisation du parti. A cette occasion, d'autres factions le rejoignirent, son programme fut redéfini et un nouveau sigle fut adopté: DEM.

Fondé en 1985 et officiellement reconnu le 11 septembre 1986, le PFL est considéré comme un héritier historique des factions libérales du parti de gouvernement ARENA, au pouvoir sous la dictature. Le parti est né à la suite d'une scission au sein du Partido Democrático Social (PDS, ex-ARENA), pendant la période de transition vers la démocratie. En 1985, des dissidents libéraux décident d'apporter leur soutien au candidat à l'élection présidentielle Tancredo Neves, du Partido do Movimento Democrático Brasileiro (PMDB), qui se présentait contre le candidat officiel du PDS, Paulo Maluf. Avec l'appui d'Aureliano Chaves, Marco Maciel, Antônio Carlos Magalhães, Jorge Bornhausen et Guilherme Palmeira, entre autres, José Sarney (PMDB) fut désigné candidat à la vice-présidence de Neves.

A la suite du succès de ce «ticket» en janvier 1985, plusieurs personnalités du PDS abandonnèrent l'ancien parti areniste pour fonder le PFL. Vingt-cinq maires s'affilièrent au nouveau parti, qui s'engagea dès lors dans la campagne constituante qui permettra le retour de l'élection présidentielle au suffrage direct. Le jeune PFL s'afficha comme un soutien du gouvernement Sarney.



# Brésil 2010

Le PFL peut être considéré comme un parti « attrape-tout » (Kirchheimer, 1965), avec un niveau relativement faible de cohérence idéologique (pas d'orientation fixe), une activité essentiellement électorale, et un manque de discipline de ses membres. Il s'est toutefois constitué autour de leaders locaux (caciques), ce qui limite sa centralisation. Bien que le parti ait eu à l'origine un profil idéologique identifiable, tendant à défendre les intérêts des élites industrielles, la libéralisation du commerce et la réduction de l'imposition, la plupart des élus du parti répondaient à une logique clientéliste.

Au sein des gouvernements Fernando Collor (PRN) et Fernando Henrique Cardoso (PSDB), les dirigeants du PFL constituaient un soutien politique significatif et occupèrent des positions importantes. En particulier, sous le gouvernement Cardoso, de 1995 à 2002, le parti exerça une grande influence sur la politique nationale grâce à la présence de Marco Maciel à la vice-présidence. Durant cette période, le parti assumait la charge de plusieurs ministères ainsi que la présidence du Congrès.

Néanmoins, les scandales de corruption sous les gouvernements Sarney et Collor ont gravement contribué à éroder la confiance des Brésiliens dans le PFL. De plus, en mai 2001, le parti subit une déconvenue lorsque le président du Sénat Antônio Carlos Magalhães présenta sa démission à la suite d'un scandale de violation du système de vote électronique de la chambre haute. Enfin, en 2002, un autre revers porta préjudice au PFL: la police fédérale brésilienne mit à jour les activités illicites du mari de la candidate pressentie à l'élection présidentielle, Roseana Sarney (fille de José Sarney).

Affaibli et rejeté dans l'opposition après la victoire de Lula, le PFL a d'abord tenté de s'associer au Parti des Travailleurs (PT) dans le but d'acquiescer des postes de gouvernement, notamment en votant en faveur des réformes de Lula. En 2006, cependant, à l'approche de l'élection présidentielle, le PFL a reconstitué sa coalition avec le PSDB, et les Democratistas s'affichent aujourd'hui fermement dans l'opposition. A l'horizon 2010 Le DEM reproduit le même schéma que lors de la campagne de 2006. Il affiche clairement une stratégie d'alliance avec le PSDB pour les prochaines élections, et ceci peu importe l'identité du candidat présidentiel qui sera mis en avant par le PSDB. Le DEM se considère plus que jamais dans l'opposition et critique face à l'administration Lula.

Références bibliographiques :  
<http://www.democratas.org.br/>  
<http://www.senado.gov.br/sf/>



## Candidats pressentis pour la présidentielle

« Pour la première fois nous n'aurons pas de candidat de droite dans la campagne.  
C'est fantastique ça ! »

Luis Inácio Lula da Silva, 15 septembre 2009

55

### Dilma Rousseff (PT). Le choix de la continuité.



Dilma Vana Rousseff Linhares (Belo Horizonte, 14 décembre 1947) est une économiste et femme politique brésilienne. Elle est membre du Parti des Travailleurs (PT) et a été nommée en 2005 Ministre des Mines et énergies par le président Luis Inácio Lula da Silva. Elle est actuellement Chefe da Casa Civil du gouvernement (équivalent au Brésil du Premier Ministre en France), devenant ainsi la première femme à assumer cette fonction. Ancienne membre du PDT, elle avait déjà occupé le poste de Secrétaire étatique des Mines et énergies à deux reprises dans l'Etat du Rio Grande do Sul : sous le gouvernement d'Alceu Collares (PDT) entre 1991 et 1995 ; puis sous le gouvernement d'Olívio Dutra (PT) en 1999 à 2002. En 1999, la coalition s'est brisée et le PDT a demandé à ses membres d'abandonner leurs fonctions; face à cela, Rousseff a quitté le PDT pour intégrer le PT, tout en continuant ses activités au gouvernement. En février 2003, le président Lula l'a nommée Ministre de l'Énergie, responsabilité politique très importante qu'elle a assumée pendant deux ans jusqu'au 21/06/2005, jour où elle a été nommée Chef du Gouvernement, après la démission de son prédécesseur José Dirceu (directement impliqué dans le scandale du Mensalão). Dilma Rousseff est également présidente du conseil des directeurs de l'entreprise étatique pétrolière brésilienne Petrobrás. Elle a également été choisie par Lula pour être candidate du PT à la présidentielle de 2010. C'est la première fois que le PT présentera un candidat autre que Lula pour une élection présidentielle. La configuration des élections devra compter avec une alliance entre le PT et le PMDB. D'ailleurs, en octobre 2009, les deux partis ont signé un préaccord d'alliance incluant un soutien commun à Dilma Rousseff pour la présidentielle de 2010. Le préaccord prévoit aussi que les deux partis élaboreront ensemble le programme de gouvernement et qu'un membre du PMDB sera candidat à la vice-présidence. Le nom de Michel Temer, actuel président du PMDB et actuel président de la Chambre des Députés a évoqué. Mais Temer est fragilisé depuis fin 2009 par un scandale de corruption au sein du gouvernement du District Fédéral de Brasília, lors duquel son nom a été cité par les médias. Après avoir contracté un cancer de la lymphe (officialisé en 2009) et subi un traitement à base de chimiothérapie et radiothérapie, Dilma Rousseff serait guérie et pourrait être désignée avant mars 2010 comme candidate officielle du PT aux élections présidentielles de 2010. Ainsi, le PMDB ne présenterait pas de candidat officiel et appuierait de nouveau le candidat du PT dès le premier tour, comme ce fut déjà le cas en 2006.



## José Serra, l'espoir de l'expérience pour le PSDB.



Né le 19 mars 1942 à São Paulo, José Serra est un économiste et un homme politique brésilien. Membre de l'Union Nationale des Etudiants et alors étudiant en ingénierie à l'Ecole Polytechnique de São Paulo, il quitte le Brésil en 1964, après le coup d'Etat militaire ayant renversé João Goulart. José Serra se forme en économie d'abord au Chili, puis aux Etats-Unis. Il ne reviendra d'exil qu'en 1978. Il intègre alors le CEBRAP (Centre Brésilien d'Analyse et de Planification) et enseigne à l'Université de Campinas. En 1982, il devient Secrétaire de l'Economie et de la Planification de l'Etat de São Paulo, alors gouverné par Franco Montoro (PMDB). En 1986, Serra est élu député fédéral de l'Assemblée constituante. Il est réélu en 1990 pour un second mandat, après une candidature infructueuse à la mairie de São Paulo en 1988 (il fut battu par la candidate du PT Luiza Erundina). En 1994, il est élu Sénateur. Mais il est nommé dès 1995 ministre de la Planification et de l'Aménagement par le Président Fernando Henrique Cardoso (1995-1996) laissant pour un temps le mandat de Sénateur à son suppléant. Fort de son statut de Ministre, il brigue à nouveau la mairie de São Paulo en 1996. Mais il est de nouveau battu, cette fois-ci par Celso Pitta (PPB). Entre 1996 et 1998, Serra récupère son mandat de Sénateur. En octobre 1998, Cardoso est réélu Président de la République. Il rappelle José Serra au gouvernement. Serra est nommé Ministre de la Santé, poste qu'il occupera jusqu'en 2002. En octobre 2002, José Serra est choisi en tant que candidat du PSDB à l'élection présidentielle. Il représente la continuité des politiques de Fernando Henrique Cardoso, en coalition avec le PFL et le PMDB. Il se qualifie pour le second tour, mais il est largement battu par Lula. C'est sa troisième défaite consécutive pour un poste exécutif... dans le même temps, un autre membre du PSDB (Geraldo Alckmin) est élu Gouverneur de l'Etat de São Paulo. José Serra cherche alors à consolider sa trajectoire en repassant par le niveau municipal, afin de renforcer sa stature d'homme d'Etat. Il est candidat dès 2004 à la mairie de la ville de São Paulo, promettant s'il est élu d'accomplir l'intégralité de son mandat (2005-2009) et de ne pas briguer d'autres postes électifs. Il remporte l'élection face à la maire sortante Marta Suplicy (PT) et assume le pouvoir en janvier 2005. En dépit de sa promesse, Serra démissionne de son poste en 2006 au profit du vice-maire Gilberto Kassab (DEM), pour se porter candidat au poste de Gouverneur de l'Etat de São Paulo. Il remporte l'élection, alors que le Gouverneur sortant Geraldo Alckmin est battu à son tour par Lula à l'élection présidentielle. En janvier 2007, les rapports de force entre Alckmin et Serra sont donc inversés par rapport à 2003. Serra est Gouverneur du plus puissant Etat du Brésil, tandis qu'Alckmin se retrouve sans mandat et doit se reconstruire politiquement. En 2008, c'est donc Alckmin qui se porte candidat pour le PSDB à la mairie de São Paulo. Il affronte notamment l'ancienne maire Marta Suplicy (PT) et le maire sortant Gilberto Kassab (DEM). José Serra appuie alors ouvertement le candidat du DEM. En octobre 2008, Kassab est réélu maire de São Paulo au second tour face à Marta Suplicy. Alckmin ne passe pas le premier tour... Cet échec le fragilise au sein du PSDB et compromet ses chances pour la présidentielle de 2010. Le principal rival potentiel de Serra pour la candidature à la présidence au sein du PSDB est alors Aécio Neves, charismatique gouverneur de l'Etat de Minas Gerais. Mais celui-ci est plus marginal au sein du parti et en retard dans les sondages. Aécio Neves. Il s'efface de la compétition le 17 décembre 2009, laissant le champ libre à José Serra. En décembre 2009, José Serra pointe en tête dans les sondages, loin devant la candidate du PT Dilma Rousseff.





## Marina Silva. Porte-voix environnementale.



Marina Silva est née en 1958 dans l'Amazonie brésilienne (à 70 kilomètres de Rio Branco, Etat de l'Acre). Souffrant d'une maladie, elle est soignée à Rio Branco à l'âge de 15 ans, alors que s'ouvre la période la plus répressive de la dictature militaire. Elle découvre la politique à travers l'Eglise catholique, tout en suivant un programme d'alphabétisation mis en place par le régime (MOBRAL). Influencée par les écrits de Marx, elle se rapproche du Parti Révolutionnaire Communiste et intègre quelques années plus tard la faculté d'histoire de l'Université Fédérale de l'Acre. Devenue enseignante, elle s'engage dans le mouvement syndical aux côtés de Chico Mendes, avec qui elle fonde en 1985 la Centrale Unique des Travailleurs de l'Acre. Elle rejoint en 1986 le PT. Ce parti la désigne la même année candidate pour un poste de députée fédérale de l'Acre. Elle n'est pas élue à l'Assemblée constituante mais se forge une identité politique. En 1988, elle est élue députée municipale de la ville de Rio Branco. Puis en 1990 elle est élue députée de l'Etat d'Acre. Elle lutte activement contre la politique traditionnelle et porte à l'Assemblée la voix des exclus de l'Amazonie. En 1994, elle réussit l'exploit de se faire élire Sénatrice de l'Etat d'Acre, donnant une dimension nationale à sa trajectoire politique et à son combat pour l'environnement. En 1995, elle devient par ailleurs Secrétaire nationale du PT à l'Environnement et au Développement. Au Sénat, elle sera à l'initiative de nombreux projets de loi pour l'environnement et la biodiversité faisant face à de puissants lobbies économiques (nationaux et internationaux) et aux intérêts directs de plusieurs congressistes. En 2003, le Président Lula la nomme ministre de l'Environnement. Mais Marina Silva manque d'une marge de manœuvre suffisante pour mettre en place des politiques ambitieuses. Ses actions pro-environnementales (comme la mise en place de zones protégées en Amazonie) sont freinées par d'autres priorités gouvernementales, générant des conflits entre ministères. Les divergences se creusent, notamment avec Dilma Rousseff. En mai 2008, Marina Silva présente sa démission du gouvernement. Cette démission intervient d'ailleurs quelques jours à peine après le lancement du *Plano Amazônia Sustentável* (Plan Amazonie Durable) dont la responsabilité a été confiée au juriste Mangabeira Unger. Celui-ci prône la réconciliation entre développement et protection de l'environnement. Marina Silva retrouve alors son siège de Sénatrice. Un an plus tard, le 19 août 2009, elle quitte sa « maison politique » qu'est le PT pour rejoindre le Parti Vert, dénonçant le manque de volonté du PT pour défendre l'environnement. Sa venue est une aubaine pour le PV. Très populaire, l'ancienne ministre donne une visibilité accrue au PV sur la scène politique brésilienne, dans un contexte international fortement marqué par les enjeux environnementaux. Par son profil, Marina Silva semble être en mesure de bousculer le face à face électoral entre Dilma Rousseff (PT) et José Serra (PSDB) pour 2010. Avec l'arrivée de l'ancienne ministre, renaît l'espoir d'un nouveau projet de développement pour le Brésil et d'une « refondation » du PV, dont le programme politique s'était éloigné de la priorité écologique.. Reste à savoir si un parti de petite envergure comme le PV est en mesure de tenir une campagne longue et onéreuse. En ce sens l'adhésion récente de Guilherme Leal, président de la plus importante entreprise de cosmétique du Brésil et propriétaire d'une des plus grandes fortunes du pays, au PV, constitue un capital immense pour le parti. Une candidature de Guilherme Leal à la vice présidence aux cotés de Marina Silva également permettrait de séduire le milieu entrepreneurial brésilien.

## Heloísa Helena (PSOL). L'option de gauche.



Heloísa Helena, née en 1962 à Pão de Açúcar (Alagoas), est infirmière et professeure d'épidémiologie formée à l'Université fédérale d'Alagoas. Elle entre en politique à travers le militantisme étudiant, puis syndical. Sa carrière politique a commencé tôt puisqu'elle est élue vice-maire de Maceió (capitale de l'Alagoas) en 1992, à l'âge de 30 ans. Alors membre du PT, elle mène des actions en faveur des minorités et groupes sociaux défavorisés. En 1994, elle démissionne de son poste pour se porter candidate au poste de députée étatique d'Alagoas. Elue sans difficulté, elle y réalise un mandat complet. Aux élections générales de 1998, elle est désignée candidate du PT pour le poste de Sénateur d'Alagoas. Elle remporte l'élection et intègre le Congrès national en janvier 1999. Représentant l'aile gauche du PT, elle critique ouvertement les orientations prises par le gouvernement Lula à partir de 2003. Elle dénonce notamment les politiques du secteur économique du PT, qu'elle qualifie de « néolibérales ». Devenue dérangeante pour plusieurs dirigeants du PT, Heloísa Helena est expulsée du PT le 14 décembre 2003, officiellement pour avoir voté contre les orientations du parti. D'autres parlementaires dissidents subissent le même sort : Luciana Genro (la fille du Ministre Tarso Genro), João Fontes et Babá. Ces exclus considèrent maintenir la ligne idéologique originelle du PT. Rejoints par d'autres déçus du PT, ils décident dès juin 2004 de créer une nouvelle formation politique : le Parti Socialisme et Liberté (PSOL), dont la création sera officialisée en septembre 2005. Toujours Sénatrice, Heloísa Helena est candidate à l'élection présidentielle de 2006 contre Lula. Elle finit en troisième position, avec 6,85% des voix. Son mandat de Sénatrice touchant à sa fin en janvier 2007, Heloísa Helena retrouve sa profession d'enseignante en janvier 2007... Après avoir passé quatorze années en politique. Mais ce retour n'est que de courte durée, puisqu'elle est confortablement élue députée municipale de Maceió (poste qu'elle n'avait jamais occupé) en octobre 2008. La stratégie du PSOL pour 2010 restait encore à définir en décembre 2009. Heloísa Helena n'excluait pas la possibilité d'une alliance avec le Parti Vert de Marina Silva. Elle déclarait également son désir de se porter candidate pour reconquérir un mandat de Sénatrice et lutter ainsi contre les oligarchies de l'Etat d'Alagoas.



---

## Le Brésil. Glossaire électoral.

---

### | A |

59

[Abstenção elitoral](#) abstention électorale

[Abstenção proibida](#) abstention interdite (vote obligatoire)

[Abuso de autoridade](#) abus d'autorité

[Abuso do poder econômico](#) abus de pouvoir économique

[Abuso do poder político](#) abus de pouvoir politique

[Ação de impugnação de mandato eletivo](#) instrument juridique pour l'annulation d'un mandat obtenu par des moyens d'abus de pouvoir économique, corruption ou fraude.

[Ação de investigação judicial eleitoral](#) action d'investigation judiciaire électorale. Elle sert à empêcher la pratique d'actions qui puissent affecter l'égalité des candidats dans une élection dans des cas d'abus de pouvoir et d'utilisation indue des moyens de communication sociale, pénalisant d'une déclaration d'inéligibilité ceux qui ont contribué à l'action.

[Acesso gratuito ao rádio e TV](#) accès gratuit à la radio et à la télé

[Acórdão](#) jugement

[Agente público](#) agent public

[Aliança partidária](#) alliance partisane

[Aliciamento de eleitor](#) corruption d'électeurs

[Alistamento eleitoral](#) qualification et inscription des électeurs sur les listes électorales

[Analfabeto](#) analphabète

[Apelido eleitoral](#) nom électorale (le candidat peut utiliser d'un nom électorale – prénom, surnom, nom abrégé, nom de famille ou nom par lequel il est le plus connu, à partir du moment où cela ne cause pas de doute quant à son identité ni ne porte atteinte à la pudeur, ni ne soit ridicule ou irrévérencieux.

[Apuração da eleição](#) dépouillement

[Ata da eleição](#) acte de l'élection (écriture de tous les faits qui ont eu lieu depuis l'installation du tribunal jusqu'à la fin de ses travaux).

[Atividade político-partidária](#) activité politico-partisane

[Autonomia partidária](#) autonomie partisane



## | B |

[Base eleitoral](#) base électorale : district, municpe, région ou zone d'influence où, à chaque élection, le candidat reçoit la majorité des votes nécessaires à son élection.

[Batimento](#) croisement, par ordinateur, des données constantes des cadastres électoraux des circonscriptions, afin de détecter la duplicité ou pluralité d'inscriptions d'un même électeur.

[Boca-de-urna](#) voir Propaganda de boca-de-urna et Pesquisa de boca-de-urna

[Boletim de urna](#) bulletin d'urne : document émis dans chaque section après la fin de la votation, avec les informations suivantes : total de votes par parti, total de votes par candidat, total de votes en blanc, total de votes similaires et total de nuls, identification de la section et zone électorale, heure de la clôture de l'élection, code interne de l'urne électronique et séquence de caractères pour la validation du bulletin. Le bulletin d'urne est émis en cinq exemplaires au minimum, à partir de son image existante sur le disque dur. Une copie du bulletin est gravée sur le disque externe, cryptographiée pour être utilisée pendant la phase de dépouillement.

[Boletim eleitoral](#) voir Revista de Jurisprudência do Tribunal Superior Eleitoral

[Bônus eleitoral](#) document émis par le Ministère des finances

[Boqueiro](#) mot pour désigner le professionnel des enquêtes d'opinion publique qui sonde les électeurs après la votation pour savoir pour quel candidat ou parti ils ont voté.

## | C |

[Cabala eleitoral](#) ensemble de manières mises en pratiques par les cabos eleitorais dans le but d'attirer des votes favorables au candidat indiqué par le parti politique auquel ils sont affiliés.

[Cabina eleitoral](#) isoloir

[Cabo eleitoral](#) individu chargé d'obtenir des votes pour un certain parti ou candidat

[Cadastro eleitoral](#) cadastre électorale, banque de données du système d'inscription sur les listes électorales qui contient des informations sur l'électorat brésilien, inscrit dans le pays et à l'extérieur, stockée par moyen électronique à partir de l'introduction du processus électronique de données au sein de la Justice Électorale (loi n°7.444 du 20.12.1985).

[Caderno de folha de votação](#) document émis par les secrétaires d'Informatique des tribunaux régionaux électoraux, pour les sections électorales circonscrites à leur région, dans lesquelles sont reliés les noms des électeurs afin de contrôler l'identité de l'électeur au moment de la votation.

[Calendário eleitoral](#) calendrier électorale, il est émis par le Tribunal Supérieur Eleitoral

[Campanha eleitoral](#) campagne électorale. Au sens strictement légal, elle ne débute qu'après la désignation des candidats par la convention partisane.

[Candidato](#) candidat

[Candidato avulso](#) candidat détaché, il postule individuellement, sans être appuyé par un parti ni être inclus dans une liste.



[Candidato majoritário](#) candidat qui dispute un poste de représentation majoritaire. Au Brésil, les postes de président, vice-président, gouverneur, vice-gouverneur, préfet, vice-préfet et sénateur sont des postes de représentation majoritaire. Pour ces postes, est élu le candidat qui obtient la majorité des votes, absolue pour les postes de président, vice-président, gouverneur, vice-gouverneur, et dans les villes de plus de 200 000 électeurs, le préfet et le vice-préfet ; majorité relative pour les postes de sénateur et des autres préfets et vice-préfets.

[Candidato nato](#) littéralement : candidat né. Voir Candidatura nata

[Candidato proporcional](#) candidat qui dispute un poste de représentation proportionnelle. Au Brésil, sont de représentation proportionnelle les charges de député fédéral, député d'État, député de district et conseiller municipal

[Candidato próprio](#) candidat lancé par un parti politique, individuellement, c'est-à-dire sans coalition

[Candidatura](#) candidature

[Candidatura itinerante](#) candidature itinérante. C'est une faute par moyen de laquelle le candidat tente de se faire réélire plus de fois qu'il lui est permis par le §5° de l'article 14 de la Constitution fédérale.

[Candidatura nata](#) faculté attribuée aux détenteurs de mandat de député ou conseiller municipal, et à ceux qui l'ont exercé à tout moment de la législature en cours, de voir assurés leur registre de candidature pour la même charge par le parti auquel ils sont affiliés.

[Capacidade eleitoral](#) droit de voter et d'être candidat

[Capacidade eleitoral ativa](#) capacité électorale active, reconnaissance légale de la qualité d'électeur non relative à l'exercice du suffrage

[Capacidade eleitoral passiva](#) capacité électorale passive, c'est la possibilité d'être élu

[Captação ilícita de sufrágio](#) captation illicite de suffrage.

[Cargo eletivo](#) charge élective

[Cartório eleitoral](#) siège du tribunal électoral. Y fonctionne la partie administrative de la zone électorale et le secrétariat électoral qui est la section judiciaire. C'est dans ce lieu que le citoyen se présente, est identifié et inscrit comme électeur.

[Cédula oficial de contingência](#) ce sont les bulletins de vote électoraux confectionnés par la Justice Électorale dans le cas de situations d'impossibilité à utiliser les urnes électroniques. Depuis les élections de 2004, tant les bulletins pour l'élection majoritaire que ceux destinées aux élections proportionnelles ont un espace propre (généralement, une ligne) pour que l'électeur écrive le nom ou le numéro du candidat de son choix.

[Cédula de votação](#) voir Cédula oficial de contingência

[Cédula eleitoral](#) bulletin de vote. Avec l'implantation du système électronique de votation, la votation par bulletin n'est utilisée que dans des situations exceptionnelles, quand la votation par urne électronique n'est pas possible.

[Cédula eleitoral única](#) voir Cédula oficial de contingência

[Cédula oficial de votação](#) voir Cédula oficial de contingência

[Certidão de quitação eleitoral](#) document émis par le juge électoral pour certifier l'accomplissement par l'électeur de ses obligations légales envers la Justice Électorale.

[Chapa eleitoral](#) liste de candidats à une élection

[Cidadão](#) citoyen



[Circunscrição eleitoral](#) circonscription électorale

[Cláusula de barreira](#) clause « de barrière » aussi connue comme clause « d'exclusion » (exclusão) ou « de développement » (desempenho). Norme qui nie la participation parlementaire à un parti qui n'a pas atteint un pourcentage déterminé de votes

[Código Eleitoral](#) code électorale

[Coeficiente eleitoral](#) voir Quociente eleitoral

[Coincidência](#) regroupement d'inscriptions électorales avec des données égales ou similaires, pouvant se caractériser comme duplicité (deux) ou pluralité (plus de deux) d'inscriptions, visant à l'analyse de l'autorité judiciaire compétente.

[Cola eleitoral](#) prérogative de l'électeur le jour des élections de prendre, pour l'intérieur de l'isoloir, par écrit, le numéro et le nom des candidats pour lesquels il prétend voter.

[Colégio eleitoral](#) collège électorale

[Coletor eletrônico de votos](#) Voir Urna eletrônica

[Coligação branca](#) terme utilisé pour décrire une situation dans laquelle un parti non coalisé ou ses candidats font campagne en faveur d'un candidat ou pré-candidat d'un autre parti politique ou coalition.

[Coligação eleitoral](#) voir Coligação partidária

[Coligação partidária](#) Coalition de deux partis ou plus. Elle ne possède pas de personnalité juridique civile, contrairement aux partis, mais elle a des droits et obligations durant tout le processus électorale.

[Comício](#) réunion politique, partisane et électorale, presque toujours festive, à laquelle comparaissent des coreligionnaires, Cabos électoraux et électeurs pour écouter les discours des candidats aux élections majoritaires ou proportionnelles. De tels événements ont pour but de conquérir la sympathie et, par conséquence, le vote de l'électeur. C'est une espèce de propagande électorale. Il était auparavant commun que, durant des discours des candidats, il y eût la présentation de spectacles afin d'attirer le plus grand nombre possible de personnes à la réunion. La Loi n°11.300 a interdit la réalisation de ces spectacles (showmícios) et d'événement similaire pour la promotion de candidats, ainsi que la présentation, rémunérée ou non, d'artistes pour animer les réunions.

[Comício eletrônico](#) voir Palanque eletrônico

[Comitê eleitoral](#) locaux où se centralisent et s'organisent les activités électorales des candidats durant la période électorale.

[Comitê financeiro](#) secrétariat financier d'un parti, il est enregistré et responsable devant la Justice Électorale

[Compra de votos](#) achat de vote (voir Captação ilícita de sufrágio)

[Condição de elegibilidade](#) conditions d'éligibilité. Au Brésil, les conditions sont d'être de nationalité brésilienne, d'être en plein exercice de ses droits politiques, d'être inscrit sur les listes électorale, d'avoir un domicile électorale dans la circonscription, d'être affilié à un parti, et d'avoir l'âge minimum pour assumer le poste.

[Consulta](#) consultation. Type de processus dans lequel le TSE et les TRE répondent à des questions formulées par des personnes légitimes en matière électorale.

[Consulta popular](#) consultation populaire. Manifestation de la volonté de l'électorat, par moyen du vote, en plébiscite ou référendum.

[Contagem de votos](#) voir Apuração da eleição



Contaminação da chapa Situation dans laquelle le déboutement, l'annulation ou la cassation du registre, diplôme ou mandat de l'élu à la charge de titulaire dans l'élection majoritaire atteint aussi la situation juridique du vice ou suppléant enregistré avec lui.

Convenção partidária convention partisane. C'est la réunion des affiliés à un parti pour la délibération sur des sujets d'intérêts pour le regroupement. Les conventions partisanes se réalisent en accord avec les normes statutaires du parti, une fois que la Constitution Fédérale et la Loi n°9.096/95 assurent aux partis politiques l'autonomie pour définir leur structure interne, organisation et fonctionnement. Les conventions partisanes de caractère non électoral ont lieu à tout moment ; les conventions pour le choix de candidats et la formation d'alliances se réalisent entre le 10 et le 30 juin de l'année de l'élection, en accord avec la Loi n°9.504/97, art. 8°.

Corregedor regional eleitoral Magistrat élu par le TRE parmi les conseillers du Tribunal de Justice qui composent le collège en tant que membres effectifs, pour l'exercice des fonctions et attributions fixées par la Res.-TSE n°7.651 et par les instructions spécifiques dictées par le Tribunal devant lequel servir. Le corregedor régional électoral sert, entre autres fonctions, à l'inspection et à la sécurité des services électoraux dans leur État respectif.

Corregedor-geral da Justiça Eleitoral Magistrat élu par le Tribunal Supérieur Électoral parmi les ministres du Tribunal Supérieur de Justice qui composent le Collège comme membres effectifs pour l'exercice des fonctions et attributions fixées par la Res.-TSE n°7.651 et par les instructions spécifiques décidées par la Cour.

Corregedoria Regional Eleitoral c'est l'organe du tribunal électoral régional auquel incombe la sécurité de la régularité des services électoraux dans l'espace de sa circonscription, l'expédition des orientations sur les procédés et routines des registres électoraux, et encore de veiller à l'exécution fidèle des lois et instructions et pour le bon ordre et la rapidité de tels services.

Corregedoria-Geral da Justiça Eleitoral organe créé par le Code Électoral de 1965, dans le cadre du TSE, afin de fortifier l'action de la Justice Électorale, auquel incombe la sécurité de la régularité des services électoraux dans tout le pays, l'expédition des orientations sur les procédés et routines aux corregedoria régionales électorales et aux registres électoraux, et encore, de veiller à l'exécution fidèle des lois et instructions et pour le bon ordre et la rapidité de tels services.

Correção eleitoral fonction administrative que compose le domaine des attributions du corregidor, par le moyen duquel il lui incombe de vérifier l'existence d'erreurs, abus ou irrégularités dans la prestation de services électoraux, dans le cadre de sa juridiction respective, et déterminer l'adoption des décisions judiciaires réparatrices nécessaires.

Crime eleitoral sont désignés crimes électoraux toutes les conduites menées à bien pendant le processus électoral et qui, parce qu'elles ont atteint ou souillé la liberté du droit de suffrage, dans sa plus large acception, ou même les services et développement des activités électorales, que la loi réprime, infligeant à ses auteur une peine. De cette manière, ils consistent en des conduites délictueuses qui peuvent se révéler sous différentes formes, depuis celles qui salissent l'inscription d'électeurs, la filiation aux partis politiques, l'enregistrement de candidats, la propagande électorale, la votation, jusqu'à celles qui violent le dépouillement des résultats et la diplomation d'élus.

Curral eleitoral lieu où les électeurs sont transportés, nourris et où ils font la fête le jour de l'élection, afin d'exercer sur eux un strict contrôle des chefs politiques et des cabos électoraux, évitant la « contamination » par les adversaires. Les électeurs ainsi confinés ne partent de l' « étable » qu'à l'heure de déposer le vote dans les urnes, sous les strictes instructions et vigilance des chefs et cabos et de leurs présidents.



|D|

[Debate eleitoral](#) débat électoral. La loi n° 9.504/97 établit les conditions pour la réalisation de débats dans la programmation normale des médias durant la période électorale, visant à préserver le principe de l'égalité entre les candidats.

[Delegado de partido](#) délégué de parti. C'est la personne accréditée par le parti à la Justice Électorale pour le représenter dans les sujets de son intérêt.

[Democracia](#) démocratie

[Desincompatibilização](#) c'est l'acte par lequel le pré-candidat s'écarte d'un poste ou d'une fonction dont l'exercice dans le délai défini par la loi génère une inéligibilité. La législation électorale prévoit que, suivant le cas, l'écartement peut être de caractère définitif ou temporaire.

[Despesas de campanha eleitoral](#) Dépenses de campagne électorale (voir Gastos eleitorais)

[Diploma](#) une fois le vote terminé et dépouillé, les élus connus, les délais de questionnement et de traitement du résultat émané des urnes, la Justice Électorale émet un document dans lequel elle certifie la légitimité de la personne au nom correspondant pour qu'il prenne charge du poste pour lequel il a concouru. Elle reconnaît aussi sa légitimité à représenter la population de la circonscription électorale pour laquelle il a été élu.

Le cas échéant, le document sera signé par le président du Tribunal Supérieur, du Tribunal Régional ou de la junte électorale. Ce document doit indiquer le nom du candidat, le siège pour lequel il a été élu, et, de manière facultative, d'autres données décidées par le juge ou le Tribunal ; il en va de même pour le diplôme de suppléant.

[Diplomacão](#) c'est l'acte par lequel la Justice Électorale atteste qui sont, effectivement, les élus et les suppléants par la transmission du diplôme dûment signé ; avec la Diplomation, les élus sont habilités à exercer le mandat auquel ils ont postulé, même s'il y a un recours en cours de jugement.

[Direito de antena](#) droit d'antenne (voir Horário gratuito)

[Direito de resposta](#) droit de réponse, c'est le droit concédé à celui contre qui a été publié quelque chose de faux, dans les quotidiens, journaux ou en transmission de radiodiffusion, de donner, par moyen du même véhicule et gratuitement, la réponse due, en rectifiant l'information, combattant les critiques ou les fausses nouvelles.

[Direito Eleitoral](#) Le Droit Électoral est un ensemble systématique de normes de droit public qui régle dans le régime représentatif moderne la participation du peuple dans la formation du gouvernement constitutionnel.

[Direito político ativo](#) droit politique actif. Il consiste dans le droit de voter, soit par élection d'un représentant, soit pour approuver les actes des représentants élus par moyen de plébiscite ou référendum. L'exercice du droit politique actif présuppose une capacité active.

[Direito político negativo](#) droit politique négatif, empêchant, excluant ou suspendant les droits de participation au processus électoral, soit comme électeur, soit comme candidat. Par conséquent, sont incluses dans les droits politiques négatifs les règles qui empêchent l'inscription sur les listes électorales et le vote, tout comme celles qui enlèvent, temporairement ou définitivement, à l'individu le droit de voter et qu'on vote pour lui, pour certains et déterminés postes, ou pour tout n'importe quel poste.





[Direito político passivo](#) droit politique passif. C'est l'ensemble des normes juridiques qui régulent la participation de l'individu à la vie politique du pays, comme candidat à une charge électorale, ou même une fois élu.

[Direito político positivo](#) droit politique positif, il rassemble les règles permissives, de la participation au processus électoral soit comme électeur, soit comme candidat.

[Direitos políticos](#) Droit politiques. Ensemble des droits attribués au citoyen, qui lui permet, à travers du vote, de l'exercice de charges publiques ou de l'utilisation d'autres instruments constitutionnels et légaux d'avoir une participation et une influence de fait dans les activités du gouvernement.

[Disputa eleitoral](#) voir Eleição

[Domicílio eleitoral](#) domicile électoral. C'est le lieu de résidence du requérant à l'inscription électorale ou, selon la jurisprudence du TSE, le lieu où l'intéressé a des liens (politiques, sociaux, patrimoniaux, commerciaux). La législation qui régule les élections exige que le candidat à une charge électorale, plutôt que de remplir d'autres exigences légales et ne pas encourir en incompatibilités ou inéligibilités, ait son domicile électoral dans la circonscription pour laquelle il désire concourir.

| E |

[Elegibilidade](#) éligibilité.

[Eleição](#) élection

[Eleição direta](#) élections directes (l'électeur vote nominalement pour le candidat ou le parti de son choix).

[Eleição distrital](#) élection du gouverneur et vice-gouverneur du District Fédéral et des députés (de district) à la Chambre Législative du District Fédéral.

[Eleição em dois turnos](#) élections à deux tours

[Eleição estadual](#) élection des gouverneurs et vice-gouverneurs des États et des députés (d'État) aux respectives assemblées législatives.

[Eleição federal](#) élection des députés fédéraux et des sénateurs réalisée simultanément avec celle du président et du vice-président de la République.

[Eleição indireta](#) élection indirecte (les personnes qui vont exercer un mandat politique ne sont pas élues directement par le peuple mais par un collège électoral composé des délégués choisis par le peuple pour que, au nom de ce dernier, ils élisent leurs représentants.

[Eleição majoritária](#) Voir Sistema eleitoral majoritário

[Eleição municipal](#) élection des préfets et vice-préfets et des conseillers municipaux et, quand il y en a, des juges de paix.

[Eleição parametrizada](#) élection non officielle réalisée par les institutions publiques ou particulières avec l'utilisation, à titre d'emprunt, du système électronique de votation (urnes électroniques et programmes).

[Eleição por sufrágio restrito](#) élection par suffrage restreint (quand le vote est restreint aux personnes qui possèdent des qualités déterminées, pouvant être censitaire, si la condition économique ou la capacité est relevée comme critère pour s'inscrire sur les listes électorales, si on considère le status, le pouvoir, etc.)

[Eleição proporcional](#) voir Sistema eleitoral proporcional



[Eleição simultânea](#) élection simultanée, c'est quand l'élection des mandataires à une charge électorale est concomitante avec une autre ou d'autres charges électorales. La Loi établit que seront réalisées simultanément dans tout le pays les élections générales (pour le président et le vice-président de la république, le gouverneur et le vice-gouverneur d'État et du District Fédéral, sénateur, député fédéral, député d'État et député de district. Sont aussi simultanées les élections pour le préfet, vice-préfet et conseiller municipal.

[Eleição solteira](#) élection pour un seul poste, généralement celui de l'Exécutif.

[Eleição suplementar](#) les élections supplémentaires sont prévues par le Code Électoral et se caractérisent pour le renouvellement des élections dans certaines sections électorales. Elles ont lieu dans les cas où la Junta Apuradora vérifie que les votes des sections annulées et de celles dont les électeurs furent empêchés de voter peuvent altérer la représentation de tout parti ou la classification de candidats élus par le principe majoritaire. Dans ces cas, il fera immédiatement communication du fait au TRE qui fixera, si besoin est, le jour pour le renouvellement de la votation dans ces sections.

66

[Eleição territorial](#) élection pour les députés aux chambres législatives des territoires fédéraux.

[Eleições gerais](#) élections générales (l'élection est réalisée simultanément dans tout le pays, comprenant celles du président et vice président de la République, gouverneur et vice-gouverneur des États et du District Fédéral, des sénateurs, et des députés fédéraux, d'État, de district et territoriaux.

[Eleitor](#) électeur. Il doit être citoyen brésilien, inscrit sur les listes électorales, en moyen de ses droits politiques et apte à exercer la souveraineté populaire à travers le suffrage universel, par le vote direct et secret, avec une valeur égale pour tous et moyennant les instruments de plébiscite, référendum et initiative populaire des lois.

[Eleitor de cabresto](#) électeur qui vote non par préférence mais en accord avec les instructions et directives d'un Cabo électoral ou d'un « chef politique » local.

[Eleitor fantasma](#) électeur fantôme. Électeur mort dont le nom est encore utilisé pour la votation.

[Eleitorado](#) électorat

[Escrutinador](#) Scrutateur

[Escrutínio](#) Scrutin

[Estatuto de partido político](#) Statut de parti politique, ensemble des normes qui fixent les objectifs, la structure interne, l'organisation et le fonctionnement du parti politique.

| F |

[Fidelidade partidária](#) fidélité partisane

[Fileiro](#) ce sont les cabos électoraux qui font leur travail de conviction de l'électeur dans la file des électeurs prêts à entrer dans la section électorale pour voter. L'art. 39, § 5° de la Loi n° 9.504/97 énonce que cela constitue un crime, le jour de l'élection, d'enrégimentement d'électeur ou de propagande à la sortie des urnes.

[Filiação partidária](#) affiliation partisane. Selon les termes de l'art. 16 de la loi n°9.096/95, seuls peuvent être affiliés les électeurs qui sont en pleine jouissance de leurs droits politiques. Pour concourir à une charge électorale, l'électeur doit être affilié au parti depuis un an au moins avant la date fixée par les élections (art.18, Loi n°9.096/95).



# Brésil 2010

Fiscal eleitoral Représentant d'un parti politique qui reste, par délégation des candidats ou de groupes partisans qui l'appuient, à côté de la table de votes pour vérifier le dépouillement ou présenter des contestations.

Folha individual de votação liste fournie par le TSE qui contient les informations des électeurs qui votent dans une section déterminée. Cette liste est utilisée pour la confirmation du nom de l'électeur dans la section et possède une partie détachable qui est donnée à l'électeur comme preuve de sa comparution à la votation. Dans cette liste, le numéro de page est écrite dans une taille spéciale et ce numéro apparaîtra sur l'écran du microterminal pour une facile localisation du reçu, à compter que l'électeur vote.

Fraude eleitoral fraude électorale.

Função eleitoral fonction électorale, ensemble des activités en relation avec les juges et instigateurs électoraux tels que l'administration du cadastre des électeurs, l'inscription sur les listes électorales, l'enregistrement de candidats, l'appréciation judiciaire de questions en relation avec le processus électoral, l'affiliation partisane et l'enregistrement de statut des partis politiques.

Funcionamento parlamentar fonctionnement parlementaire, c'est le droit que possède les partis politiques de se faire représenter comme tels dans les casas législatives. Il consiste dans le droit de ses membres à s'organiser en groupes parlementaires, sous la direction d'un leader de leur libre choix, et de participer aux diverses instances de la casa législative.

Fundo Partidário fonds partisans, fonds spéciaux d'assistance aux partis politiques, constitué par les amendes et pénalités électorales, ressources financières légales, donations spontanées privées, dotations budgétaires publiques.

| G |

Gastos eleitorais dépenses de campagne. Elles sont décrites dans l'art. 26 de la Loi n° 9.504/97.

| H |

Horário gratuito temps pour la transmission de messages partisans ou de propagande électorale concédé aux partis politiques, gratuitement, à la radio et à la télévision, conformément à l'art. 17, §3° de la Constitution Fédérale. Sa distribution obéit à ce qu'établissent les lois n° 9.096/95 (arts. 49, I et II, et 13) et n° 9.504/97 (art. 47, § 2°, I et II).

| I |

Idade eleitoral âge électorale (âge minimum requis pour voter et être candidat).

Impugnação eleitoral contestation électorale, acte d'opposition, divergence, contradiction ou réfutation dans le domaine de la Justice Électorale.

Inelegibilidade inéligibilité, empêchement temporaire de la capacité électorale passive du citoyen.



[Inelegibilidade reflexa](#) inéligibilité réfléchie, se réfère à l'inéligibilité du conjoint ou compagnon et des parents consanguins ou semblables, jusqu'au second degré ou par adoption, des chefs du Pouvoir Exécutif Fédéral, d'État et Municipal ou de qui les a succédé ou substitué dans les six mois antérieurs à l'élection.

[Infidelidade partidária](#) infidélité partisane

[Inscrição eleitoral](#) inscription électorale sur les listes.

[Instrução do Tribunal Superior Eleitoral](#) instruction du Tribunal Supérieur Électoral. Acte normatif édité par le Tribunal sous forme de résolution, pour régler et orienter l'exécution de la législation électorale et partisane.

[Irreelegibilidade](#) impossibilité du chef de l'Exécutif de candidater une nouvelle fois à la fonction dont il est titulaire. Au Brésil, cette impossibilité d'être réélu atteint le préfet, le gouverneur, le président et leurs respectifs vices dans l'exercice de leur second mandat, après avoir eu la possibilité d'être réélus pour une unique période subséquente.

[Isenção eleitoral](#) exemption électorale : document fourni par la Justice Électorale aux personnes dont l'inscription sur les listes électorales est interdite ou facultative, ce qui les exempte des sanctions légales.

| J |

[Juiz eleitoral](#) juge électorale. Ce sont des magistrats de la Justice d'État désignés par le TRE pour présider les zones électorales.

[Juízo eleitoral](#) jugement électorale

[Junta eleitoral](#) junta électorale. Cet organe collégial provisoire est constitué par deux ou quatre citoyens et un juge de droit, son président, qui nommera autant de scrutateurs et auxiliaires que nécessaires pour faire attention à la bonne marche des travaux. Il appartient à la junta, nommée par le TRE, soixante jours avant les élections, de sélectionner, dans le délai de dix jours, les élections réalisées dans les zones électorales sous sa juridiction, d'expédier les bulletins de vérification et de diplômer les élus pour les charges municipales.

[Justiça Eleitoral](#) Justice Électorale. Branche du Pouvoir Judiciaire composé par le TSE, les TRE, les juges électoraux et les juntas électorales. Elle est spécialisée dans le traitement des sujets liés à l'inscription sur les listes et au processus électorale, aux élections, au dépouillement des votes, à l'expédition de diplômes aux élus, aux partis politiques et aux crimes électoraux, aux examens d'inéligibilité, etc.

[Justificação de eleitor](#) justification d'électeur. Procédé utilisé pour justifier la non-comparution aux élections.

| L |

[Legislação eleitoral](#) législation électorale.

[Legenda partidária](#) dénomination abrégée du parti politique. Elle est formée par la première lettre de chacune des parties successives de son nom (sous forme d'acronyme).

[Lei de Inelegibilidades](#) Loi d'Inéligibilités, elles établissent les cas d'inéligibilités, délais de cessation, pour protéger la normalité et la légitimité des élections contre l'influence du pouvoir économique et de l'abus de l'exercice de fonction, charge ou emploi dans l'administration directe et indirecte.



# Brésil 2010

[Lei dos Partidos Políticos](#) Loi des Partis Politiques, loi régie par l'art. 17 de la Constitution Fédérale disposant, entre autres sujets, sur la création, fusion, incorporation et extinction des partis politiques. Loi n°9.096 du 19.9.95

[Lei Eleitoral](#) Loi Électorale. Loi n°9.504/97 dans laquelle est établie la date des élections, les postes qui seront disputés, les critères pour la reconnaissance du candidat élu, dans les élections majoritaires, ainsi que les normes sur les alliances partisans, la période pour les conventions partisans de choix des candidats, les délais d'enregistrement des candidatures, la forme de collecte et l'application de ressources, la prestation de comptes, les enquêtes pré-électorales, la propagande électorale et la sécurité des élections ; elle interdit certaines conduites aux agents publics, etc.

[Lei Etelvino Lins](#) Loi n°6.091 du 15 août 1974 aussi connue comme la Loi de Transport et Alimentation qui dispose sur l'approvisionnement alimentaire et le transport gratuit les jours d'élection aux électeurs résidents en zones rurales, outre les justifications électorales des électeurs empêchés de voter parce qu'ils trouvent hors de leur domicile.

[Lista eleitoral](#) Liste électorale. Elle contient le nom des électeurs ou le nom des candidats dans chaque élection.

[Local de votação](#) Voir Seção eleitoral

| M |

[Mandato eletivo](#) mandat électif, exercice des prérogatives et accomplissement des obligations de certaines charges pour une période légalement déterminée. L'habilitation pour l'investiture et la prise de possession du mandat est rendu effective par la victoire aux élections, conduites par la Justice Électorale. Après la victoire du candidat, la Justice Électorale lui concède un diplôme qui lui reconnaît la légitimité pour la prise de possession et l'exercice des fonctions inhérentes à la charge disputée.

[Mapa de apuração](#) formulaire pour la transcription de résultat de votation.

[Máquina de votar](#) Machine de vote.

[Mesa receptora de votos](#) table de votes. Groupe d'électeurs convoqués par la Justice Électorale pour recevoir les votes lors d'élections directes. L'art. 119 du Code Électoral établit qu'à chaque section électorale correspond une table de votes. La table est constituée d'un président, un premier et un second Mesarios, de deux secrétaires et un suppléant, nommés par le juge électorale.

[Mesário](#) ce sont des citoyens, convoqués ou volontaires, qui travaillent à la table de réception des votes ou de justification électorale, lors de la réalisation d'une élection. Ils agissent tant au premier qu'au second tour.

[Ministério Público Eleitoral](#) Ministère Public Électoral, institution permanente, essentielle à la fonction juridictionnelle de l'État, il lui incombe la défense de l'ordre juridique, du régime démocratique et des intérêts sociaux et individuels.

| O |

[Observador eleitoral](#) observateur électorale.



| P |

[Plaque eletrônico](#) plate-forme électronique. Forme alternative de divulgation de propagande politico-partisane, réalisée au moyen d'écran ou d'autres ressources audiovisuelles assimilées, de moyen à se passer de la présence du candidat sur la plate-forme politique.

[Partido nanico](#) Parti nain, ce sont les tout petits partis politiques. L'art. 13 de la nouvelle Loi des Partis (Loi n°9.096/95) détermine que seul aura droit au fonctionnement parlementaire, dans n'importe quelle chambre législatives pour lequel ses représentants ont été élus, « le parti qui, à chaque élection à la Chambre des Député, obtient l'appui d'au moins 5% des votes vérifiés, sans compter les blancs et les nuls, distribués dans, au moins, un tiers des États, avec un minimum de 2% du total de chacun d'eux ».

[Partido político](#) parti politique, c'est une personne de droit privé dont le statut doit être enregistré à la Justice Électorale.

[Partido temporário](#) Voir Coligação partidária

[Pesquisa eleitoral](#) investigation électorale faite à l'électeur, à un moment déterminé, sur son choix concernant les candidats qui concourent à une élection déterminée. Les entités et entreprises qui réalisent ces enquêtes d'opinion publique relatives aux élections ou aux candidats, pour la connaissance publique, sont obligées, pour chaque recherche, d'enregistrer, auprès de la Justice Électorale, jusqu'à cinq jours avant leur divulgation, les informations indiquées dans l'articles 33 de la Loi n°9.504/97. Cette obligation est exigée à partir du premier janvier de l'année des élections.

[Pesquisa de boca-de-urna](#) travail des enquêteurs, au service des instituts de sondage, immédiatement après la sortie des votants de la section électorale, pour anticiper le résultat probable des élections majoritaires et proportionnelles. Le TSE détermine que les résultats des sondages réalisés à la sortie de l'urne (boca-de-urna) peuvent seulement être divulgués une fois conclue la votation dans tout le pays, afin d'évite d'influencer les électeurs désireux de voter pour celui qui va gagner,

[Plano de mídia](#) plan élaboré conjointement par les tribunaux électoraux, partis politiques et représentants des médias, destiné à l'organisation de l'insertion dans l'horaire électorale gratuit réservé aux partis et alliances concourants aux élections majoritaire et proportionnelle.

[Plebiscito](#) plébiscite

[Pleito eleitoral](#) expression utilisée pour désigner les élections, dans la période où les votes sont enregistrés.

[Pluripartidarismo](#) pluripartisme, régime politique qui admet la formation légale de plusieurs partis.

[Preparador eleitoral](#) préparateur électorale, personne désignée pour aider le juge dans l'inscription sur les listes électorales.

[Prestação de contas de campanha eleitoral](#) prestation de comptes de campagne électorale. Acte par lequel les partis politiques qui participent aux élections donne connaissance à la Justice Électorale des fonds rassemblés et des dépenses électorales effectuées afin d'empêcher des distorsions dans le processus électorale, ou l'abus de pouvoir économique et le détournement d'argent dans l'utilisation des ressources rassemblées, et aussi de préserver l'égalité de conditions dans la dispute électorale.

[Prestação de contas de partido político](#) prestation de comptes de parti politique

[Prévia eleitoral](#) enquête antérieure aux élections, réalisée avec les électeurs pour prévoir les tendances.

[Primeiro turno](#) premier tour



[Princípio da coerência](#) principe de cohérence, il établit l'impossibilité que les partis politiques adversaires dans l'élection dans une circonscription nationale soient alliés dans les circonscriptions d'États. Ce principe est plus connu sous le nom de « verticalisation » des alliances.

[Processo eleitoral](#) processus électoral

[Procurador Regional Eleitoral](#) Procureur Régional Électoral

[Procurador-Geral Eleitoral](#) Procureur Général Électoral

[Procuradoria Regional Eleitoral](#) Parquet Régional Électoral

[Procuradoria-Geral Eleitoral](#) parquet fédéral électoral

[Promotor eleitoral](#) conseiller électoral

[Propaganda de boca-de-urna](#) action des cabos électoraux et autres activistes, appelés « boqueiros », près des électeurs qui se dirigent vers le bureau électoral et promeuvent et demandent de voter pour leur candidat ou parti. La Loi Électorale interdit la réalisation d'activités de sollicitation des électeurs, ainsi que toute autre action cherchant à convaincre les électeurs à la sortie des urnes.

[Propaganda eleitoral](#) propagande électorale

[Propaganda eleitoral gratuita](#) propagande électorale gratuite, elle est réduite aux transmissions de radio et télévision.

[Propaganda intrapartidária](#) propagande intrapartisane, elle est permise par la Loi n°9.504/97 au précandidat qui cherche à conquérir les votes des affiliés à son parti (ceux qui peuvent élire le candidat dans les conventions, comme lors des primaires américaines) pour pouvoir s'enregistrer comme candidat à la Justice Électorale.

[Propaganda partidária](#) propagande partisane

[Propaganda política](#) propagande politique

[Propaganda subliminar](#) propagande subliminaire

[Puxadores de voto](#) candidats aux élections proportionnelles qui obtiennent un nombre significatif de votes et concourent, ainsi, à retirer la nomination de candidats qui attirent moins de voix.

| Q |

[Qualificação eleitoral](#) acte préliminaire de l'inscription sur les listes, dans lequel le citoyen prouve qu'il respecte toutes les exigences requises par la loi pour exercer son droit de vote.

[Quitação eleitoral](#) décharge électorale, ce concept réunit la pleine jouissance des droits politiques, la pratique régulière du vote, sauf si facultatif, la réponse aux convocations de la Justice Électorale pour aider les travaux relatifs à la dispute, l'inexistence d'amendes, et la régulière prestation de comptes de campagne électorale quand il s'agit de candidat.

[Quociente eleitoral](#) quotient électoral, il définit les partis et/ou les coalitions qui ont le droit d'occuper les sièges en litige dans les élections proportionnelles qui sont : les élections au Congrès, celles des représentants des États et les échevins.

[Quociente partidário](#) quotient partisan, il définit le nombre initial de sièges qui seront attribués à chaque parti/coalition qui atteint le quotient électoral.



## | R |

[Recepção de votos](#) réception du vote des électeurs pendant les élections à la table de vote.

[Recontagem de votos](#) recomptage de votes

[Recurso contra expedição de diploma](#) recours contre l'expédition des diplômes, en raison d'inéligibilité, de mauvais calculs du quotient électoral et partisan, entre autres situations visées à l'art. 262 du Code Électoral.

[Reelegibilidade](#) rééligibilité

[Reeleição](#) réélection

[Referendo](#) referendum

[Registro de candidato](#) inscription au Tribunal électoral des personnes choisies lors des conventions partisans pour concourir à la charge électorale dans une élection.

[Registro digital do voto](#) enregistrement digital du vote grâce à l'équipement électronique. L'enregistrement est fait de forme aléatoire ce qui empêche de relier le vote à un électeur déterminé.

[Renovação das eleições](#) renouvellement des élections quand plus de la moitié des votes est déclarée nulle.

[Representação eleitoral](#) représentation électorale, c'est une des procédures utilisées pour déterminer les faits qui peuvent violer les articles de la Loi électorale, visant à perturber les élections.

[Resolução do Tribunal Superior Eleitoral](#) Résolution du Tribunal Supérieur Électoral

[Reunião eleitoral](#) réunion électorale

[Revisão do eleitorado](#) examen de l'électorat, procédure par laquelle les TRE convoquent les électeurs inscrits à comparaître en personne aux bureaux de vote afin de vérifier l'exactitude de leur inscription à la liste électorale.

## | S |

[Santinho](#) petit prospectus de propagande électorale avec un portrait et le numéro du candidat à la charge publique

[Seção eleitoral](#) bureau de vote

[Segundo turno](#) second tour

[Sigilo do voto](#) secret du vote

[Sistema eleitoral](#) système électorale

[Sistema eleitoral distrital](#) système électorale de district, méthode utilisée pour élire les membres des organes législatifs nationaux, régionaux et/ou locaux dans les petits districts.

[Sistema eleitoral majoritário](#) système électorale majoritaire

[Sistema eleitoral proporcional](#) système électorale proportionnel

[Sobras eleitorais](#) Voir Média





[Sufrágio capacitário](#) c'est un suffrage restreint, les personnes qui ont droit de vote doivent avoir un certain degré d'éducation, attesté par la possession d'un diplôme universitaire ou l'exercice de certaines professions.

[Sufrágio censitário](#) suffrage censitaire

[Sufrágio por aclamação](#) la votation se fait verbalement, à voix haute

[Sufrágio qualificado](#) voir Voto Restrito

[Sufrágio restrito](#) suffrage restreint, voir Voto Restrito

[Sufrágio universal](#) suffrage universel

## | T |

[Título de eleitor](#) titre d'électeur, document qui atteste de l'inscription sur les listes électorale.

[Totalizador](#) document délivré par la commission électorale qui indique le nombre total de bulletins

[Transfugismo partidário](#) changer de candidat ou de parti sans motif légitime. Une des manifestations de l'infidélité au parti.

[Transporte de eleitor](#) transport d'électeurs sans frais au bureau de vote. Est interdit par la loi le transport d'électeurs depuis la veille jusqu'au lendemain des élections.

[Tribunal Regional Eleitoral](#) Tribunal Régional Électoral

[Tribunal Superior Eleitoral](#) Tribunal Supérieur Électoral

[Turno eleitoral](#) tour électorale

## | U |

[Urna de contingência](#) Urne électronique qui substitue, en cas de défaut irrécupérable, celle qui était en fonctionnement dans le bureau électorale.

[Urna eleitoral](#) urne électorale

[Urna eletrônica](#) urne électronique

## | V |

[Verticalização](#) verticalisation, voir Princípio da coerência

[Volante](#) tract, travail imprimé sur un papier de petit format pour la distribution au public

[Votação](#) votation

[Votação eletrônica](#) votation électronique

[Votação secreta](#) scrutin secret

[Voto](#) vote



# Brésil 2010

[Voto a descoberto](#) vote à découvert, émis de telle façon qu'il est connu de tous.

[Voto aberto](#) voir Voto a descoberto

[Voto cumulativo](#) vote cumulatif, vote où l'électeur a plus d'une voix et pouvant donner à un même candidat le nombre de voix qui lui sont attribués, cumulant ainsi les votes qui pourraient être distribués entre différents candidats.

[Voto da mulher](#) vote des femmes

[Voto de cabresto](#) vote inculqué par un chef politique ou Cabo eleitoral, sans que le votant sache exactement pour qui il vote ou pour quoi. Ces électeurs sont transportés au « curral » d'où ils ne sortent pour aller au bureau de vote qu'au moment de la votation

[Voto de eficácia parcial](#) vote d'efficacité partielle, il advient à chaque fois que la manifestation de l'électeur ne sert qu'au comptage pour le parti, logiquement dans les élections proportionnelles.

[Voto de legenda](#) vote par lequel l'électeur ne manifeste par son choix pour un candidat spécifique mais pour n'importe quel des candidats du parti pour lequel il a voté. De sorte que son vote est considéré valide, et est compté pour le calcul du quotient électoral de la même manière que les votes nominaux.

[Voto direto](#) vote direct

[Voto do eleitor residente no exterior](#) vote de l'électeur résidant à l'étranger, il a le droit de voter seulement aux élections pour le président et le vice-président, et à condition d'être spécifiquement enregistré à cette fin. Sont organisés des bureaux de vote là où il y a un minimum de trente électeurs inscrits auprès de la juridiction de la mission diplomatique ou du Consulat général.

[Voto do preso](#) vote des électeurs en détention provisoire, il est garanti par la constitution sauf en cas de suspension temporaire ou de privation des droits politiques.

[Voto eletrônico](#) vote électronique

[Voto em branco](#) vote en blanc

[Voto facultativo](#) vote facultatif

[Voto igual](#) vote égal, le vote de chaque électeur a le même poids, indépendamment de sa position, fortune, religion, classe sociale ou autre forme de discrimination.

[Voto impresso](#) vote imprimé par l'urne électronique pour l'électeur.

[Voto incompleto](#) vote incomplet, voir Voto limitado

[Voto indireto](#) vote indirect

[Voto limitado](#) vote limité, quand l'électeur, dans une liste plurinomiale, n'a pas le droit de voter pour la totalité des postes à pourvoir.

[Voto nominal](#) vote nominal

[Voto no exterior](#) vote à l'extérieur, voir Voto do eleitor residente no exterior

[Voto nulo](#) vote nul

[Voto obrigatório](#) vote obligatoire

[Voto partidário](#) vote partisan

[Voto pessoal](#) vote personnel

[Voto popular](#) vote populaire

[Voto por correspondência](#) vote par correspondance



# Brésil 2010

[Voto proporcional](#) vote à la proportionnelle, donné aux candidats aux élections proportionnelles.

[Voto público](#) vote public, voir Voto a descoberto

[Voto restrito](#) vote restreint selon l'instruction et la situation économique de l'électeur

[Voto secreto](#) vote secret

[Voto singular](#) vote unique, où l'électeur a le droit à un seul vote.

[Voto uninominal](#) vote uninominal, où l'électeur vote pour un candidat et non pour une liste.

[Voto universal](#) vote universel, voir Sufrágio universal

[Voto válido](#) vote valide, vote donné directement à un candidat ou à un parti. Les votes nuls ne sont pas considérés valides par le Code Électoral, de même que les votes en blanc.

75

| Z |

[Zerésima](#) document émis dans chaque bureau de vote indiquant qu'il n'existe pas de vote enregistré. Ce document est émis après la procédure d'initialisation de l'urne électronique, et sert à attester qu'aucun vote n'est enregistré pour aucun des candidats.

[Zona eleitoral](#) zone électorale, région géographiquement délimitée au sein d'un État.



# Brésil 2010

76

Document réalisé par les étudiants du Master Amérique latine de l'IEP Grenoble, sous la direction de Frédéric Louault, dans le cadre de l'atelier « Observation électorale OPALC – Brésil 2010 » (semestre d'automne 2009).

ONT PARTICIPE A L'ELABORATION DE CE DOCUMENT :

Louis Cornu, Louise Durette, Fanny Girard, Julien Larasse, Charlotte Mattus, Julian Nevo, Walter Nique-Franz, Sacha Penrat-Casanova, Laure Ollier, Esther Vix.